

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 461 - 1 €

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire  
1 €, 3 FS, £ 1  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire  
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -  
**No 461**  
Mars - Avril 2002  
39<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

-La LCR laquais de l'impérialisme  
-Points caractéristiques du parti de classe et de son action  
-En mémoire de Suzanne Voute  
-Correspondance: 35H. dans les hôpitaux. La lute de classe, seule et unique riposte aux attaques bourgeoises  
-Il y a 40 ans l'indépendance algérienne

## Les masses palestiniennes, sous le talon de fer de l'ordre impérialiste mondial

Au moment où nous écrivons les militaires israéliens affirment avoir terminé ce qui est leur plus grande opération militaire dans les Territoires Palestiniens depuis 1967: 20.000 soldats avec des tanks et des engins blindés, appuyés par des avions F16 et des hélicoptères ont occupé diverses localités palestiniennes et des camps de réfugiés semant la mort et la destruction (180 morts palestiniens pour les 15 premiers jours de mars), arrêtant plusieurs milliers d'hommes et d'adolescents.

Cette opération militaire était essentiellement **terroriste**: il s'agissait moins de liquider ou d'arrêter des responsables des actions armées ou de porter un coup aux organisations de guérillas - les chefs militaires israéliens ont reconnu implicitement que sur ce point leur bilan était nul, même s'ils affirment avoir détruit des ateliers de fabrication de mortiers artisanaux et saisis une douzaine de roquettes) que de terroriser la population en général en lui montrant qu'elle subirait de dures représailles si les combattants continuaient à fréquenter ces localités. Les responsables militaires israéliens ont déclaré qu'il s'agissait de «démoraliser» les Palestiniens et d'en finir avec «l'impunité» des camps de réfugiés (en théorie sous protection de l'ONU) en démontrant que les chars et les soldats hébreux pouvaient entrer dans les localités les plus dures, comme le camp d'Al Amari où les Forces de sécurité de l'Autorité Palestinienne ne se risquent pas à pénétrer.

Le retrait - partiel - des troupes israéliennes des Territoires dits autonomes intervenant au moment où un émissaire américain est chargé de relancer les négociations entre les autorités palestiniennes et israéliennes, après que les Etats-Unis aient fait voter une résolution de l'ONU évoquant un Etat palestinien et que le ministre des Affaires étrangères américain ait prononcé quelques phrases de vague critique contre la politique de répression bestiale du gouvernement Sharon, a suffi pour que les médias parlent d'un nouvel «espoir de paix». Recevant l'émissaire américain, Arafat n'a pas hésité à s'exclamer

( Suite en page 4 )

## Au patriotisme de l'impérialisme, la classe ouvrière doit répondre par l'internationalisme prolétarien!

La guerre dirigée par les Etats-Unis contre le «terrorisme» des organisations islamistes - avant tout celles de Ben Laden et du mollah Omar - assume toujours plus des connotations nationalistes, confirmant que la mondialisation nécessairement produite par le capital pousse, dans le même temps, les capitalismes nationaux à défendre et renforcer leurs intérêts propres.

Le marché se développe inéluctablement jusqu'au niveau mondial: le mode de production capitaliste est par essence un mode de production universel. Mais une des plus grandes parmi les contradictions qui caractérisent le mode de production capitaliste est celle entre une économie reposant sur des entreprises autonomes et l'anarchie du marché, et cette universalisation qui alimente les bavardages démocratiques bourgeois sur une économie internationale homogène et harmonieuse. La mondialisation n'est pas une découverte récente des mouvements démocratiques anti-mondialisation; c'est la tendance fondamentale de l'économie capitaliste et c'est la base matérielle de la transfor-

mation future de la société actuelle en société socialiste puis communiste. C'est précisément cette caractéristique de l'économie capitaliste, initiée au dix-neuvième siècle et qui s'est généralisée au vingtième, qui pousse tous les Etats bourgeois à agir au niveau mondial, sur le plan économique et financier, sur le plan politique et diplomatique, et d'autant plus sur le plan militaire.

Aujourd'hui plus que jamais, face à un marché mondial dont dépendent toujours plus les économies et donc les marchés nationaux, les classes bourgeoises de tous les Etats existants - des plus puissants comme les Etats-Unis, les pays européens ou le Japon, aux plus faibles et écrasés, comme le Rwanda ou le Népal (pour ne pas parler de la bourgeoisie palestinienne) - sont poussés à rechercher des alliances. Les alliances et surtout les alliances entre Etats impérialistes constituent la solution trouvée chaque fois que la bourgeoisie affronte les crises économiques, sociales, politiques et militaires qui explosent périodiquement à l'intérieur ou à l'extérieur de ses Etats. Alliances durables,

alliances temporaires, il s'agit toujours d'alliances d'intérêts dans lesquelles selon les rapports de force, selon les objectifs à brève ou longue échéance, tout Etat est conduit tôt ou tard mais inévitablement à trahir ses alliés. Ce sont les nécessités du marché, les nécessités de la concurrence entre entreprises, entre réseaux d'intérêts, entre trusts et donc entre Etats (véritables comités de défense des intérêts des capitalismes nationaux) qui dictent la direction dans laquelle chaque classe dominante doit aller.

Les oppositions qui se développent nécessairement dans le cadre de la concurrence sur le marché, ont leur reflet sur le plan politique dans les oppositions entre Etats. Plus s'accroît la concurrence capitaliste et plus s'accroît l'intensité des rivalités entre les groupes économiques les plus puissants sur les divers marchés; il en résulte que le capitalisme est historiquement contraint d'aller vers des crises et des affrontements toujours plus aigus et qui impliquent toujours

( Suite en page 2 )

## Elections bourgeoises et révolution prolétarienne

Revoilà la triste saison des élections! Unaniment, tous les acteurs, petits ou grands, du cirque électoral, tous les canaux de la propagande bourgeoise s'efforcent de faire croire aux millions d'électeurs potentiels que leur destin va se jouer dans les urnes et qu'il est, non seulement de leur «devoir civique», mais de leur intérêt véritable de participer à la foire en choisissant, librement et démocratiquement, ceux à qui ils vont «confier leur sort». L'affaire n'est pas si facile: même les prolétaires les plus intoxiqués par les drogues électorales finissent par avoir la sensation que tout cela n'est qu'une vaste fumisterie et les médias, voyant que la campagne électorale tarde à mobiliser les électeurs, se lamentent d'un «discrédit du politique». Selon un sondage qui a fait grand bruit, 74 % des français estimerait

Lors de son dernier congrès, le Parti (anti-)Communiste Français a une nouvelle fois réaffirmé son rejet de la conception marxiste de la lutte de classe, «de la société et du monde, de la révolution» au profit d'une «conception française originale de la citoyenneté, de la politique, de la République, héritée de la révolution de 1789».

Ces Messieurs justifient donc leur répudiation des méthodes et des objectifs révolutionnaires de classe au nom de traditions issues de la révolution bourgeoise. Heureusement que les révolutionnaires bourgeois de cette époque n'ont pas agi selon les doux préceptes de Monseigneur Hue, car la royauté et le féodalisme seraient encore debout! Eux savaient que pour changer l'ordre social, pour en finir avec le privilège, il fallait user des méthodes révolutionnaires, il fallait renverser les institutions dominantes et renverser l'Etat féodal; et ils n'ont pas reculé devant le recours à la violence, à la terreur, à la dictature pour briser la résistance des anciennes classes dominantes et instaurer

une nouvelle société.

C'est précisément parce qu'il a tiré le bilan de ces événements et de la façon dont la classe bourgeoise a instauré son pouvoir, puis l'a défendu contre la classe ouvrière, que le marxisme a pu dénoncer dès l'origine le mensonge des orientations pacifistes, réformistes et graduelles pour l'émancipation des prolétaires.

Comment la classe ouvrière pourrait-elle se libérer de la misère et de l'exploitation sans détruire l'économie capitaliste marchande qui soumet sa vie toute entière à ses exigences de profit, de concurrence, de rentabilité? Comment pourrait-elle détruire ces rapports de production capitalistes si elle n'a pas au préalable renversé l'organe constitué par la bourgeoisie pour les défendre par tous les moyens, c'est-à-dire l'Etat bourgeois? Comment le prolétariat victorieux pourrait-il briser les tentatives de réaction inévitables des bourgeois sinon en instaurant une dictature de fer sur les classes vaincues? En un mot comment le prolétariat pourrait-il

que les deux principaux candidats ont le même programme.

Ce n'est pas nous qui allons les contredire; mais la vérité plus importante est que même ceux qui ont un programme différent, travaillent en fait pour le même but: assurer la crédibilité des **institutions démocratiques bourgeoises**, renforcer le **mensonge démocratique**, en un mot barrer la voie à la reprise de la **lutte prolétarienne ouverte**, à la **lutte de classe**, seul moyen pour les prolétaires de se défendre contre les bourgeois et leur Etat et seule voie pour en finir avec l'exploitation, la misère, la répression, les guerres par la **révolution communiste internationale**. La voie de l'émancipation prolétarienne ne passe pas par les élections et par la participation aux institutions bourgeoises.

s'émanciper et vaincre sans détruire le pouvoir bourgeois et instaurer son propre pouvoir les armes à la main?

Faire croire - ou simplement laisser supposer - que cette bourgeoisie cynique et sanglante qui n'hésite pas à jeter à la rue des travailleurs du jour au lendemain pour maintenir ses profits intacts, qui n'a pas hésité pour défendre ses intérêts à déclencher deux guerres mondiales et d'innombrables guerres «locales», pourrait céder pacifiquement le pouvoir, renoncer à ses privilèges et à son mode de production sans recourir aux armes, sans utiliser toutes les ressources de son Etat, de la répression légale et extra-légale, bref, sans livrer la bataille la plus acharnée, c'est tout simplement se faire le complice du pire mensonge bourgeois.

C'est pourquoi l'opposition entre la voie révolutionnaire et la voie réformiste n'est pas une divergence d'opinion, un désaccord secondaire entre tendances appartenant au

( Suite en page 3 )

# Au patriotisme de l'impérialisme, la classe ouvrière doit répondre par l'internationalisme prolétarien!

( Suite de la page 1 )

plus tous les pays du monde. La poussée à la recherche du maximum de profit, la course à la valorisation du capital est telle que le monde, pour le capital financier, semble devenir trop petit, semble ne plus suffire à satisfaire la voracité à faire de toutes les occasions économiques, sociales et politiques, une occasion mercantile, une occasion d'échange de valeurs. Le capital tend toujours davantage à se transformer de force productive en force oppressive, de force progressiste en force réactionnaire. Et la bourgeoisie qui en représente la défense politique et militaire est de son côté inévitablement conduite à se transformer, de force révolutionnaire qu'elle était à l'époque de la révolution bourgeoise qui avait la tâche historique de libérer les forces productives des étouffantes structures féodales, du despotisme asiatique ou de l'économie naturelle, en force réactionnaire.

Aujourd'hui face au despotisme de l'impérialisme - c'est-à-dire la politique liée à la prédominance du capital financier sur le capital productif qui est caractéristique des pays développés - sur la scène mondiale, tous les couplets sur la nécessité de faire triompher la liberté, la paix, le progrès et la civilisation, etc., ne peut être rien d'autre qu'une ridicule propagande exclusivement destinée à abrutir les cervelles des masses prolétariennes.

Aujourd'hui à une époque où les potentialités productives ont atteint des niveaux inconcevables il y a seulement cinquante ans, au point de pouvoir nourrir le double des habitants actuels de la terre; où les découvertes scientifiques et techniques pourraient si elles étaient appliquées de façon rationnelles réduire la nécessité du travail à une heure par jour, libérant ainsi les énergies sociales à leur application à une science véritable, à la connaissance, à l'art, au plaisir de vivre; à une époque où l'espèce humaine aurait enfin la possibilité de se consacrer à la connaissance de la nature et à la compréhension de ses lois pour arriver à une vie sociale harmonieuse et sans heurts, nous devons assister à la domination toujours plus écrasante des forces anti-progrès, antihumaines du capital qui se traduit par la destruction de richesses sociales et de forces productives, êtres humains en premier lieu.

Quelle patrie est attaquée? Quelle patrie est menacée par le soit-disant «terrorisme international»? La patrie du capital, la patrie de l'exploitation de l'homme par l'homme, la patrie de l'oppression capitaliste dans sa forme impérialiste moderne: cette patrie est chère au cœur des bourgeois, des capitalistes et de toutes les couches sociales qui vivent du parasitisme bourgeois.

Le prolétariat, qui est la force productive exploitée dans le travail salarié dans le but d'accroître la puissance du capital sur toute la société, n'a rien à voir avec cette patrie. Le seul élément dont dispose la bourgeoisie - et les forces opportunistes qui travaillent pour elle - pour s'attacher solidement le prolétariat est que celui-ci, ou plutôt une partie de celui-ci, peut jouir d'un certain nombre d'avantages matériels découlant de la domination impérialiste de sa classe dominante: il s'agit des miettes des surprofits impérialistes que la bourgeoisie redistribue aux couches supérieures de la classe prolétarienne (ces couches constituant l'aristocratie ouvrière).

De ce point de vue, la «défense de la patrie» mise en avant par l'administration Bush était la propagande habituelle pour justifier la guerre; du côté des Talibans, la «défense de la patrie» avait bien davantage de justification, étant donné que l'agresseur mettait véritablement en péril les intérêts bourgeois dont ils étaient l'expression sur leur territoire économique. Il n'y a pas de bourgeoisie, qu'elle soit puissante ou faible,

qui n'ait sa justification cohérente et logique pour défendre les armes à la main ses intérêts nationaux, voire de caste, si elle est particulièrement arriérée.

Les arguments que les grands impérialismes ont tiré de leur chapeau pour justifier l'aventure militaire devant leurs populations et particulièrement devant les prolétaires, mélangeaient la traditionnelle «défense de la patrie» avec la «défense de la civilisation occidentale», c'est-à-dire, selon la propagande bourgeoise, la défense du bien-être, de la démocratie, de la liberté: en réalité la défense des privilèges accumulés jusqu'ici sur le dos des masses des pays faibles, de la liberté pour le capital d'exploiter à son gré et sans limites. D'une certaine façon le nationalisme traditionnel à été ainsi nié dans une sorte d'«internationalisme» sirupeux pour légitimer les attaques militaires des bourgeoisies impérialistes les plus agressives du monde.

Le «besoin de guerre», le besoin de transformer la politique impérialiste en actions militaires ouvertes découle directement des difficultés économiques et financières dans la conquête de nouveaux marchés et la défense des anciens. Cela signifie que les contrastes impérialistes ne diminuent pas mais augmentent avec le temps, obligeant les plus grands impérialismes à se préparer à des affrontements y compris militaires bien plus amples que ceux actuels. Les alliances que les Etats-Unis ont cherchées et trouvées dans leur guerre contre le «terrorisme islamique», ne doivent pas cacher tous les éléments en leur propre sein de futurs affrontements et de futures «trahisons».

La bourgeoisie française, fidèle à ses traditions militaristes exacerbées et à sa longue et sanglante expérience de luttes coloniales, désireuse de ne pas se laisser mettre de côté par l'activisme retrouvé de l'impérialisme britannique dans le rôle de brillant second de l'oncle Sam, s'est efforcée d'impliquer ses soldats dans la guerre d'Afghanistan. Dès les premiers moments le ministre socialiste des Armées s'était vanté que des espions français déguisés en humanitaires (ou l'inverse?) préparaient l'attaque alliée; pour faire oublier le rôle piteux du contingent français bloqué à la frontière alors qu'il était censé «sécuriser» une ville du nord, les autorités françaises ont donc fièrement annoncé que les avions tricolores ont participé aux bombardements dans l'Est afghan - en précisant, sans rire, que les militaires français s'étaient réservés le droit de refuser des missions si elles comportaient des risques pour les populations civiles! Bien naïf serait celui qui croirait à cette affirmation concoctée par les services de propagande de l'Armée...

À l'inverse quand les autorités américaines ont annoncé que des commandos allemands participaient aux combats, le gouvernement de Berlin a protesté contre ces déclarations, officiellement parce qu'elles mettraient en péril la vie de ses soldats. En réalité la bourgeoisie allemande, qui participe pour la première fois à une guerre depuis sa défaite écrasante dans le deuxième conflit mondial, hésite encore à le clamer haut et fort. Après avoir été contrainte pendant cinq décennies de se plier à une limitation forcée de ses ambitions impérialistes, la bourgeoisie allemande a encore des problèmes pour ressortir le drapeau de la patrie au-dessus de tout. Il en va de même pour la bourgeoisie japonaise. Mais, dans les deux cas, le prétexte de la lutte contre le «terrorisme international» sert d'accélérateur non seulement au processus de reconstitution des forces militaires, déjà commencé depuis longtemps, mais à l'acceptation par les autres impérialismes de leur utilisation au-delà des frontières.

Les guerres, même locales, représentent toujours une bonne affaire pour les capitalistes qui y participent, directement ou indirectement;

c'est pourquoi, en dépit de l'effort économique requis pour soutenir les opérations militaires dans telle ou telle partie du monde, il n'y a pas de bourgeoisie qui ne soit prête à y participer dans l'espoir d'en tirer ce qu'un petit avantage nouveau.

La tendance à la transformation de la politique de rivalité économique en politique d'affrontement militaire ne doit pas faire oublier la tendance à la «pacification», à la «normalisation», alimentée par les diverses forces collaborationnistes, social-démocrates, réformistes, chrétiennes, etc. Dans le climat de coopération et collaboration sociale et politique, la mobilisation guerrière a toujours besoin d'être tempérée par la mobilisation pacifiste. La mobilisation guerrière qui justifie les massacres nécessairement causés par les affrontements trouve ainsi un «adoucissement» dans l'oeuvre consolatrice et humanitaire des organisations pacifistes, exactement comme les victimes des bombardements trouvent un adoucissement dans l'oeuvre de la Croix rouge sur les champs de bataille...

Le prolétariat a tout à perdre dans l'une ou l'autre de ces deux mobilisations. Il doit refuser la propagande bourgeoise, tant militariste que pacifiste, puisque l'objectif des classes dominantes n'est pas de résoudre les heurts et les contradictions, d'apporter effectivement la paix et le bien-être «à tous et plus particulièrement aux plus faibles», mais d'assurer les conditions de la bonne marche des affaires et de la recherche du profit. Et si la course au profit comporte l'assassinat, les massacres, l'extermination de vies humaines, eh bien il faut accepter cette «catastrophe humanitaire» comme un «moindre mal», comme le prix à payer pour «éviter le pire». Le prolétariat a tout intérêt à ne pas se rendre complice de ce jeu dramatique dans lequel le vainqueur est toujours le même: le capital, la bourgeoisie.

Les mobilisations bourgeoises guerrières ou pacifistes ont le même fondement idéologique: le nationalisme, c'est-à-dire la défense des intérêts nationaux, la défense de l'économie nationale, la défense de «son» entreprise, la défense de «son» capitalisme national - et peu importe si toute l'économie parle en termes «supranationaux», si toute la politique des Etats bourgeois tend à cacher les poussées nationales derrière l'intérêt «supranationaux». Le capital tend à briser toutes les frontières de villes, d'Etat ou d'entreprise, mais en même temps il ne peut que conserver ces frontières pour se défendre dans la concurrence contre les autres capitaux. Jamais le capitalisme ne pourra sortir de cette contradiction entre la socialisation croissante de toute la vie économique sur le globe et les rapports de production fondés sur la propriété privée, sur la lutte de tous contre tous.

L'internationale capitaliste n'a rien d'une solidarité humanitaire telle que la professe les belles âmes des organisations bourgeoises du même nom, ni d'une solidarité de classe à la manière prolétarienne; elle répond au besoin commun des exploités de défendre leur système d'exploitation, sans que pour autant disparaissent jamais la concurrence entre eux pour s'emparer de parts supplémentaires du butin.

L'internationale prolétarienne est bien différente. Elle répond à un besoin social dialectiquement lié aux conditions actuelles d'esclaves salariés et aux conditions futures d'émancipation de cet esclavage. C'est dans cette contradiction dialectique que se joue l'avenir de la classe prolétarienne et de toute l'humanité. Ce sont les conditions futures de l'émancipation qui décident du présent de la lutte prolétarienne contre l'exploitation capitaliste. Et dans ce présent le prolétariat a la tâche de briser les liens idéologiques, politiques et sociaux qui l'enchaînent à la collaboration de classes, barrant la voie à sa libération de l'esclavage salarié.

Briser ces liens, cela signifie se reconnaître comme **classe**, antagonique à la classe bourgeoise et porteuse d'avenir pour toute l'humanité, seule capable d'une lutte qui ne soit pas une lutte pour la conquête ou la défense de marchés, de propriétés ou de territoires économiques, mais une lutte qui rassemble ceux qui ne possèdent que leur force de travail et n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes.

L'internationalisme prolétarien qui est la réponse de la classe ouvrière à la mobilisation bourgeoise guerrière ou pacifiste, s'appuie sur l'antagonisme qui oppose les intérêts prolétariens aux intérêts bourgeois, sur la lutte de classe ouverte contre la bourgeoisie, sur l'organisation prolétarienne classiste indépendante de toute politique et de tout appareil collaborationniste ou bourgeois.

Aujourd'hui tout cela ne se voit pas, et de toute part on répète que la classe ouvrière a disparu. Cependant l'histoire des luttes entre les classes nous démontre qu'il ne faut pas se contenter de rester à la surface des choses, mais qu'il faut regarder en profondeur. Elle nous enseigne que les contradictions que la société bourgeoise ne peut résoudre travaillent inexorablement en faveur de la reprise de la lutte révolutionnaire.

Alors le prolétariat, force collective et anonyme de l'histoire, redéviendra le protagoniste du nécessaire bouleversement révolutionnaire de toute la société.

## el programa comunista

Organo del partido comunista internacional  
N° 44 - Septiembre 2001

¡ A los proletarios de hoy ! ¡ A los camaradas de mañana ! / La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (1) / Siguiendo el hilo del tiempo: Brújulas locas / En defensa de la continuidad del programa comunista (6): Tesis características del partido (1951) / El capitalismo soviético en crisis (Fin) / Volante: ¡ No a la intervención imperialista en Yugoslavia ! ¡ Abajo todos los nacionalismos y todas las opresiones burguesas ! / Volante: Respuesta a «Rouge», a «Le Monde», a «Le Figaro», a «Liberation», etc. Auschwitz o la gran coartada: lo que nosotros negamos y lo que nosotros afirmamos  
(64 pages, 2,5 Euros)

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

5e liste 2001 (en francs)

Amaury: 50,00 / Anonyme: 200,00 / Charles: 150,00 / Carcas.: 14,00 / Gw.: 100,00 / François: 18,00 / Fontaine: 350,00 / Joël: 50,00 / Michel: 40,00 / Paris: 2000,00 / Raymond: 20,00 / Robert: 50,00 / Tintin: 600,00 / Tewfik: 515,00 / Victor: 300,00 / Wien: 400,00

Total liste: 4.857 F

Total général 2001: 15.767 F

1e liste 2002 (en euros)

Alain: 50,00 / Alain en souvenir de Suzanne: 120 / Anonyme: 30,00 / Brest: 30,50 / Castanet: 150,00 / Foix: 46,00 / François: 30,00 / L'indigent: 7,62 / François: 3,93 / Fru.: 80,00 / Paris: 280,00 / Roger: 80,00 / Thionville: 46,00  
Total liste: 954, 05 €

## Points de contact:

Toulouse: Vente de la presse au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

Aix-en-Provence, Paris: Les personnes désireuses de participer aux réunions sont priées d'écrire au journal pour être informées des dates et lieux. Ces réunions sont ouvertes à tous les lecteurs intéressés à s'informer et à discuter de nos positions.

# Elections bourgeoises et révolution prolétarienne

( Suite de la page 1 )

même mouvement ouvrier: c'est une opposition de principale radicale entre deux camps opposés, entre les partisans véritables de l'émancipation prolétarienne et les partisans plus ou moins hypocrites de la société bourgeoise. Comme l'histoire l'a déjà démontré, cette opposition se traduit aux moments décisifs par le passage de tous les défenseurs de la démocratie dans le camp de la contre-révolution.

## UNE VIEILLE MYSTIFICATION: L'ETAT AU-DESSUS DES CLASSES

La conception réformiste reprend la vieille mystification bourgeoise selon laquelle l'Etat serait une institution neutre et impartiale, au-dessus des classes; chaque classe pourrait l'utiliser comme elle l'entend, en lui donnant une orientation conforme à ses intérêts, pourvu qu'elle ait au préalable remporté la majorité aux élections.

En réalité l'Etat bourgeois, même le plus démocratique, n'est autre chose qu'un organe d'oppression, un instrument destiné à protéger et à assurer l'exploitation du travail salarié par le capital. Après avoir renversé l'Etat féodal qui assurait la domination du mode de production correspondant et entraînait donc le développement du capitalisme, la classe bourgeoise a édifié son propre Etat; elle a forgé cet énorme appareil administratif, judiciaire, policier, militaire; elle l'a développé, doté d'une hiérarchie fidèle et dévouée, rôdé au cours des décennies et enrichi d'une expérience internationale sur les façons de domestiquer les prolétaires et de réagir à leurs poussées de colère. Par l'école, l'endoctrinement de la propagande bourgeoise, le réseau des lois au service de la classe possédante, l'appareil judiciaire chargé de les appliquer, et, plus généralement, l'intimidation exercée contre les exploités par la police et l'armée, l'Etat bourgeois exerce sa fonction permanente de défenseur de l'ordre capitaliste. Lorsqu'il le faut, il n'hésite jamais à déchaîner directement contre la révolte des exploités la violence armée qui a été précisément organisée dans ce but, grâce à un appareil d'encadrement solidaire par nature des intérêts de la classe dominante. Dans sa phase impérialiste ce caractère oppressif, concentré, de l'Etat bourgeois atteint des sommets inconnus jusqu'alors, comme en témoigne le phénomène du fascisme, dont tous les Etats impérialistes ont reçu l'héritage et dont ils ont repris les méthodes y compris les plus brutales, d'abord contre les peuples colonisés, avant de les utiliser demain contre leurs propres prolétaires.

C'est pourquoi il est impossible d'utiliser l'appareil d'Etat bourgeois pour aller contre les intérêts de la bourgeoisie, comme s'il s'agissait d'une arme arrachée à l'ennemi. Car à la différence d'un fusil qui peut indifféremment tuer un bourgeois ou un prolétaire, l'Etat bourgeois n'est pas neutre. Personnant les rapports de production capitalistes - au point d'être devenu selon l'expression d'Engels, le capitaliste collectif - il ne peut, de par sa nature et ses règles de fonctionnement, servir que les intérêts généraux bourgeois, même quand il lui arrive de temps à autre de s'en prendre à des bourgeois individuels qui ont trop effrontément violé la légalité (bourgeoise!) ou qui font du tort à ces intérêts généraux. On ne peut s'emparer de l'appareil d'Etat et l'utiliser dans le cadre d'un processus pacifique et respectant cette légalité - qui est elle-même l'expression et le garant de l'inégalité de fait entre les classes - pour favoriser les intérêts de la classe exploitée. Même s'ils le voulaient, aucun gouvernement, aucune majorité de gauche ne pourraient faire fonctionner la machine étatique dans un sens opposé à celui pour lequel elle a été construite.

C'est la raison pour laquelle le communisme proclame la nécessité de détruire de fond en comble l'appareil de domination de la bourgeoisie et de lui substituer une machine étatique entièrement nouvelle, celle de la dictature du prolétariat, reposant sur la mobilisation et la force armée de la classe ouvrière et dirigée par le parti de classe. Pour cela il faut l'insurrection, la prise du pouvoir, la dissolution non seulement de la police, de l'armée, du gouvernement de la bourgeoisie, mais de toute sa bureaucratie, et de ses institutions politiques démocratiques, instrument de tromperie et de mystification des exploités: parlement, système électoral, partis subventionnés par l'Etat bourgeois, etc. A la place de ces institutions bourgeoises, la classe ouvrière crée comme piliers de son pouvoir révolutionnaire, des organes prolétaires nouveaux, du type des soviets (conseils ouvriers), incompatibles avec ceux de la démocratie bourgeoise, car en sont exclus les membres de la classe bourgeoise. En effet la classe vaincue, mais qui n'a pas disparu ne renoncera jamais pour autant à essayer de renverser le nouveau pouvoir et cette menace de restauration subsistera tant que la révolution n'aura pas triomphé dans le monde entier et tant que le processus, inévitablement long, de déracinement économique du capitalisme (suppression du marché, de l'argent, du salariat, de l'entreprise, etc.) n'aura pas définitivement abouti.

C'est dans cette perspective que doit être envisagée la question de la démocratie parlementaire et des élections. Pour le marxisme, la république démocratique n'est et ne peut être autre chose qu'une forme de la dictature de la classe bourgeoise. C'est même certainement, du point de vue du capitalisme, la meilleure et la plus habile: elle se travestit en effet de la fiction de la volonté «populaire», qui ne connaît pas de classes sociales, mais seulement des «citoyens» «libres et égaux», dont les voix, celle de l'exploiteur comme celle de l'exploité, auraient toutes le même poids. Il n'y aucune étape intermédiaire possible entre dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat. Comme Lénine l'écrivait en 1918 en répondant par avance à tous les tenants modernes des fronts populaires et autres gouvernements de gauche «au service des travailleurs»: «*Toutes les formes de gouvernement transitoires en régime capitaliste ne sont que des variétés de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de la dictature de la bourgeoisie.*»

Les institutions représentatives de la démocratie bourgeoise ne sont que des rouages de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie: elles ne peuvent, pas plus que les autres, être conquises par le prolétariat, encore moins utilisées comme des formes de pouvoir prolétarien ou de l'instauration de ce pouvoir. Elles devront être détruites, comme l'ensemble de l'appareil d'oppression bourgeois.

## PAS DE PRÉPARATION RÉVOLUTIONNAIRE SANS RUPTURE AVEC LE TERRAIN ÉLECTORAL ET PARLEMENTAIRE!

La perspective marxiste, qui implique la destruction du parlement au même titre que celle des autres organes de l'Etat bourgeois et leur remplacement par les organes du pouvoir prolétarien, ayant été clairement posée, la seule question qui reste est une simple question tactique: ne serait-il pas possible et souhaitable, pour la préparation révolutionnaire, d'utiliser la «tribune» du parlement et des élections afin de faire de la propagande et de mobiliser les masses contre le parlement et l'Etat, du moins tant qu'on n'a pas encore la force de les abattre?

Poser la question comme une simple question tactique, permet de recuser à l'avance les réponses basées sur des a priori moraux ou métaphysiques (au demeurant plus

ou moins infantiles). Le parlement est une institution bourgeoise? Certes, mais les armes dont devra se servir l'insurrection seront, elles aussi, bel et bien d'origine bourgeoise: faudrait-il pour cela refuser de les utiliser contre la bourgeoisie? Les pratiques électorales et parlementaires ne sont en permanence qu'un répugnant grenouillage? Assurément, mais des communistes n'ont pas peur a priori de se «salir les mains» au contact des institutions et pratiques de l'ennemi si cela peut faire avancer la cause de l'émancipation prolétarienne. Le parlement n'est qu'une arène de chefs qui se disputent des bribes de pouvoir (vieil argument anarchiste) alors que les masses sont tenues à l'écart? Mais les communistes n'ont pas l'horreur métaphysique des libertaires pour les «chefs», qui remplissent une fonction nécessaire dans l'organisation à condition de s'intégrer dans son mode de fonctionnement organique et de respecter la discipline commune par rapport au programme.

La réponse au problème posé ne peut être fondée que sur une analyse matérialiste et historique. En fait elle a déjà été donnée par l'histoire.

## LA QUESTION PARLEMENTAIRE DANS L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

L'Internationale Communiste, reconstituée par Lénine et les bolchéviks sur les ruines de la IIe Internationale engloutie dans la collaboration des classes et l'«Union sacrée» avec la bourgeoisie dans la guerre, avait abordé la question de l'utilisation des parlements et des élections lors de son 2e Congrès en 1920. Sur le plan des principes il était évident pour tous qu'il ne pouvait s'agir de conquérir les parlements, mais de les faire sauter. A partir de cette base, deux positions tactiques s'étaient dégagées: l'une, soutenue par les bolchéviks, admettait l'utilisation des parlements aux fins de la préparation révolutionnaire (le «parlementarisme révolutionnaire»); l'autre, soutenue par notre courant (à l'époque la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien, qui assurera en 1921 la direction du nouveau Parti Communiste d'Italie), prônant la rupture radicale avec le terrain parlementaire (et donc la tactique de l'abstentionnisme aux élections) dans les pays de vieille tradition démocratique.

Les thèses adoptées par le 2e Congrès de l'Internationale furent celles des bolchéviks, qui cherchaient avant tout à combattre les réflexes métaphysiques et moralisateurs de type anarcho-syndicaliste et «ultra-gauche» (dégoût pour la lutte politique et les élections, anti-syndicalisme de principe, etc.). Ces thèses admettaient donc l'utilisation tactique des élections et du parlement, mais en l'assortissant - ce que l'«extrême-gauche» actuelle, enfoncée jusqu'au cou dans le crétinisme électoral, s'est empressée d'oublier - d'une série de conditions draconiennes:

1) Le centre de l'action communiste devait résider dans la lutte extra-parlementaire, dans l'action de masse dirigée par le parti et tendant à l'insurrection et à la guerre civile;

2) L'activité électorale et parlementaire était considérée comme tout à fait subsidiaire et accessoire, la lutte communiste ne pouvant évidemment plus avoir son centre au parlement (et moins que jamais à l'époque impérialiste, où celui-ci non seulement ne joue plus aucun rôle réel, mais n'est plus qu'un pur instrument de duperie et de mensonges à l'égard du prolétariat).

3) L'activité électorale et parlementaire devait être étroitement subordonnée à la lutte révolutionnaire et à sa préparation. Les thèses de l'I.C. soulignaient notamment que «*la campagne électorale ne doit pas être menée dans l'esprit d'une chasse au plus grand nombre de mandats parlementaires, mais dans celui de la mobilisation révolu-*

*tionnaire des masses pour les mots d'ordre de la révolution prolétarienne*» (point 14).

4) Enfin les thèses ne faisaient nullement de la participation aux élections et au parlement une règle absolue, mais proclamaient au contraire la nécessité de les boycotter dans certaines circonstances, clairement définies, d'essor révolutionnaire (rappelons que dans cet esprit les bolchéviks ont boycotté en 1905 la première assemblée - Douma - concédée par le Tsar; qu'ils sont sortis du parlement avant l'insurrection de 1917; qu'ils ont après la révolution d'Octobre, dissous la Constituante le jour même de sa convocation au grand dam de tous les démocrates pleurnichards).

## POURQUOI FAUT-IL BOYCOTTER LES ÉLECTIONS?

Malgré l'entière justesse des principes qui les inspiraient, malgré le besoin politique de combattre les attitudes infantiles, les thèses des bolchéviks admettaient une tactique qui allait constituer en définitive un obstacle à la préparation révolutionnaire, du moins dans les pays de vieille tradition démocratique où la bourgeoisie avait réussi à enliser une partie du mouvement ouvrier sur l'illusoire terrain électoral, parlementaire et réformiste, et où il s'agissait précisément de l'en sortir.

A une époque où la préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir n'était pas encore une perspective unique et directe, la participation aux élections et aux parlements avait pu être utile et même nécessaire pour la propagande, l'agitation, la critique, ne serait-ce qu'en opposition à l'apolitisme anarchiste. Elle le restait dans les pays où la révolution bourgeoise était encore à l'ordre du jour, et où le parlement conservait son caractère originel d'institution historiquement révolutionnaire dans un sens anti-féod-

( Suite en page 4 )

## Vient de paraître Ré-édition de la brochure: «La question parlementaire dans l'Internationale Communiste»

Présentation / Introduction à l'édition de 1967 / **Première partie:** Position du problème: l'année 1919 - Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Lettre circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, Zinoviev, 5-9-1919) - Jean Longuet: déchéance du parlementarisme (Trotsky, le 18-12-1919) / **Deuxième partie:** Au IIe Congrès de l'Internationale Communiste - Discours du rapporteur sur la question parlementaire (Boukharine) - Discours du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) - Discours de Lénine - Réplique du représentant de la fraction abstentionniste italienne (Bordiga) - Introduction de Trotsky et Thèses de Boukharine-Lénine adoptées par le Congrès: I. La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme. II. Communisme, lutte pour la dictature du prolétariat et utilisation des parlements bourgeois. III. La tactique révolutionnaire - Thèses sur le parlementarisme présentées par la fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien / **Troisième partie:** A l'épreuve des grandes batailles de classe (1913-1926) - Contre l'abstentionnisme («Avanti!», 13-7-1913) - Ou élections, ou révolution («Il Soviet», 28-6-1919) - Préparation révolutionnaire ou préparation électorale («Avanti!», 21-8-1919) - Elections («Il Comunista», 14-4-1921) - Manifeste pour les élections («Il Comunista», 21-4-1921) - Nostalgies abstentionnistes? («Stato Operaio», 28-2-1924) - Bilan de l'aventure antifasciste («Thèses de Lyon», III - Question italiennes)

(Brochure «le prolétaire», n° 19,  
76 pages, 2 Euros)

## Elections bourgeoises et révolution prolétarienne

( Suite de la page 3 )

dal ( Russie tsariste, colonies et pays «arriérés»). Par contre dans les pays de vieille tradition démocratique, où la révolution bourgeoise était achevée depuis longtemps et où toutes les énergies du parti devaient être consacrées désormais à la préparation directe de la révolution prolétarienne, la situation imposait une tactique beaucoup plus rigoureuse. Après des décennies d'orgies électorales et parlementaires dans lesquelles la bourgeoisie avait réussi à détourner une partie du mouvement ouvrier, la sélection rigoureuse des noyaux révolutionnaires en vue de la formation de véritables partis communistes était impossible sans la rupture la plus nette avec les habitudes, les inerties, les illusions de la démocratie parlementaire. Il

fallait donc rompre avec le terrain des élections et du parlementarisme. Or la tactique du «parlementarisme révolutionnaire», même assortie de réserves, ne pouvait que retarder, voire entraver, cette rupture. Telles étaient les raisons essentielles de notre abstentionnisme.

Ces raisons restent entièrement valables - sont encore plus valables - aujourd'hui. Avec le recul, quel bilan peut-on en effet tirer de la tactique de participation au parlement? Du parlementarisme révolutionnaire visant à faire sauter les institutions bourgeoises, on est insensiblement passé au parlementarisme légaliste visant à maintenir, renforcer, «revaloriser» le rôle du parlement. Le crétinisme électoral fait rage de toutes parts, Certes le cycle historique qui a mené les partis de la IIIe Internationale qui faisait trembler l'ordre bourgeois jusqu'au dernier degré du réformisme et de la soumission à cet ordre, a été déterminé par un ensemble de facteurs matériels bien plus vastes que la simple attitude dans la question électorale. Mais la rupture avec le terrain électoral était l'une des conditions qui auraient pu prémunir des jeunes partis communistes contre de

possibles rechutes dans l'opportunisme réformiste, et cette condition n'a jamais été appliquée. En 1920, la question pouvait encore être discutée. Aujourd'hui, l'expérience historique a entièrement confirmé la nécessité de l'abstentionnisme, en tant que rupture radicale avec le terrain électoral et parlementaire.

Mais, objectera-t-on, la situation est différente de celle des années 20. Evidemment! Mais en quoi est-elle différente? Il n'y a plus d'Internationale Communiste révolutionnaire; les principes de la révolution violente et de la dictature du prolétariat ont été mis aux oubliettes, et seuls quelques voix extrêmement isolées osent encore les revendiquer dans leur sens véritable. Le mouvement ouvrier est infecté jusqu'à la moelle de démocratisme et de légalisme. Il n'est pas jusqu'à la lutte quotidienne de défense des conditions d'existence contre les effets de l'exploitation capitaliste qui ne soit régulièrement entravée par les appels au «dialogue» et à la «concertation». Si donc la situation est différente, c'est en ce sens qu'elle rend encore plus impérative la rupture avec les méthodes et les habitudes de la démocratie repré-

sentative et parlementaire. Ceux qui affirment appeler en même temps les prolétaires à la lutte de classe et à la foire électorale, ceux qui prétendent se dire communistes révolutionnaires et les appellent à apporter leurs voix à un gouvernement de gauche, ne font que saper à la base les poussées prolétaires qu'ils affirment vouloir favoriser.

Mais, objectera-t-on encore, votre voix reste sans écho. Nous répondons: cette objection est celle des traîtres ou des futurs traîtres. Lénine a remporté la victoire en Octobre 17 pour avoir osé proclamer en avril, au terme de 4 années d'âpre bataille menée contre le courant au coeur de la guerre impérialiste: «il vaut mieux rester seul avec Liebknecht - parce que cela signifie rester avec le prolétariat révolutionnaire». Quelle que soit la distance - sans aucun doute grande encore - qui nous sépare de l'issue finale, celle-ci ne peut se préparer qu'en menant la lutte difficile «contre le courant»; quel que soit le rapport des forces, le dilemme reste:

**OU PRÉPARATION ÉLECTORALE,  
OU PRÉPARATION  
RÉVOLUTIONNAIRE!**

## Les masses palestiniennes, sous le talon de fer de l'ordre impérialiste mondial

( Suite de la page 1 )

mer: «Merci au Président Bush et au secrétaire Powell pour vous avoir envoyé si vite».

En fait cela fait plusieurs mois que les dirigeants américains ont donné au gouvernement Sharon le feu vert à sa politique répressive déchaînée et qu'ils ont multiplié les pressions sur l'Autorité Palestinienne pour qu'elle satisfasse aux exigences israéliennes. Sans leur autorisation explicite les Israéliens n'auraient pu par exemple utiliser les F16 fournis par les Etats-Unis pour effectuer des raids sur les Territoires palestiniens, envahir ceux-ci, continuer leurs assassinats politiques ou assigner dans les faits Arafat en résidence. Sharon lui-même est allé à deux reprises s'entretenir avec les responsables américains de la politique à mener.

Si les impérialismes européens se sont démarqué quelque peu de l'impérialisme américain, cette différence d'orientation ne doit pas faire illusion. Tout en réitérant publiquement leur soutien à Arafat, tout en critiquant la destruction par les militaires israéliens des principaux investissements européens (port et aéroport) en territoire palestinien, ils se sont en pratique alignés sur la politique israélo-américaine en accusant les responsables palestiniens de ne pas faire tout ce qu'ils pouvaient pour «combattre le terrorisme», c'est-à-dire pour réprimer les groupes et militants armés.

Quant aux pays arabes «frères» ils n'ont pour la plupart même pas élevé les quelques critiques émises par les européens. Le gouvernement égyptien a sans aucun doute exprimé leur sentiment profond lorsqu'il exprimé sa colère qu'Arafat n'ait pas réussi à ramener le calme parmi la population palestinienne...

Tous ces Etats bourgeois n'ont en définitive qu'un seul souci: contrôler, circonscrire, éteindre si possible, cet dangereux foyer de troubles constitué par les masses palestiniennes opprimées et leur continuelle révolte contre cette oppression. Les dirigeants américains actuels privilégient jusqu'ici d'autant plus la solution de force (qui leur a si bien réussi en Afghanistan) qu'ils ne sont pas directement impliqués sur le terrain. Les Européens, plus proches du théâtre des opérations, craignent qu'une telle option n'ait des conséquences incontrôlables sur le fragile équilibre politique et social des pays arabes (voire même chez eux, par l'intermédiaire de leurs populations originaires de ces régions); mais pour pouvoir se réintroduire dans une région dominée aujourd'hui par

l'impérialisme américain, ils ne veulent surtout pas s'opposer ouvertement à lui: c'est pourquoi ils se cantonnent à des voeux pieux et inoffensifs. Les bourgeoisies arabes, de leur côté, redoutent comme un cauchemar une éventuelle contagion de la combativité palestinienne parmi leurs propres masses exploitées et opprimées. Il serait trop risqué pour elles de jouer la comédie de la solidarité avec les palestiniens, même au niveau du seul discours, comme cela était encore possible il y a vingt ou trente ans. Elles en sont réduites à espérer en silence que quelqu'un, quel qu'il soit, Sharon ou Bush si Arafat n'y arrive pas, réussisse à étouffer l'incendie avant qu'il ne déborde de ses frontières.

Arafat pourtant n'a pas ménagé ses efforts. Il a décrété illégal le FPLP et mis sous les verrous les responsables de l'assassinat du ministre israélien du tourisme, les Forces de sécurité de l'Autorité palestinienne ont arrêté de nombreux militants et n'ont pas hésité à tirer sur des manifestants. Les dirigeants bourgeois palestiniens ne pouvaient cependant faire guère plus sans se discréditer complètement. Les menaces israéliennes, les attaques contre des bâtiments officiels palestiniens (après, semble-t-il, que les israéliens en avertissent les occupants), ont servi à redonner au contraire une crédibilité à cette Autorité chancelante: en dépit de tout ce qu'on a pu dire et écrire, il n'a jamais été dans l'intention des Israéliens de détruire cette Autorité et de réoccuper les Territoires dont ils se sont retirés avec soulagement. C'est la raison pour laquelle ils ne se sont jamais attaqués aux Forces de sécurité qui sont le pilier ultime de cette Autorité (ces Forces elles-mêmes n'ayant, jusqu'ici jamais combattu les Israéliens).

Le tournant actuel de la politique américaine s'explique par le besoin de préparer politiquement et diplomatiquement le terrain à une offensive probable contre l'Irak. Il ne signifie pas le moins du monde que les Etat Unis sont sur le point de distendre leurs liens avec l'Etat qui reste leur plus fidèle et plus solide allié de la région - Israël - ou d'exercer sur lui la pression suffisante pour lui faire renoncer à ses conquêtes et faire des concessions aux Palestiniens. Les négociations qui reprendront un jour ou l'autre sous l'égide américaine entre Palestiniens et Israéliens, ne porteront pas du tout sur l'élimination de l'oppression, de l'exploitation et de la misère des prolétaires et des masses palestiniennes, mais sur la reconnaissance d'une petite place aux bourgeois palesti-

niens dans l'ordre impérialiste, d'une petite place au banquet des cannibales.

Ce ne sont pas ces négociations qui permettront aux opprimés et aux exploités de voir la fin de leurs souffrances, ce n'est pas l'intervention de tel ou tel impérialisme qui apportera un soulagement effectif à leur situation. Tant que durera l'ordre impérialiste, dureront l'oppression et l'exploitation.

C'est cet ordre impérialiste qu'il faut abattre, au Moyen-Orient comme en Europe et partout. Si puissant soit-il, il ne pourrait résister à la lutte révolutionnaire des prolétaires des métropoles capitalistes en union avec la révolte des masses opprimées du monde. Pour lointaine que soit encore cette alternative du retour à la lutte de classe, à ses objectifs, à son programme, à ses méthodes, à son organisation, elle est la seule qui ne soit pas illusoire.

C'est elle qui doit guider dès aujourd'hui les militants prolétaires avec la claire conscience qu'il n'existe pas d'autres solutions pour venir en aide aux masses écrasées sous le talon de fer de l'impérialisme.

20/3/2002

### « Il Comunista » n°78 (Bimestrale) Febbraio 2002

-L'imperialismo mobilita il patriottismo. La classe proletaria deve rispondere con il suo internazionalismo

- Argentina. I cacerolazos hanno rovesciato il. Per rovesciare il potere borghese, e il capitalismo, occorre la lotta di classe

- Un primo bilancio della lunga serie di lotte dei movimenti del napoletano

-L'Italia va alla guerra ...

-Il partito di classe, nella tradizione della Sinistra comunista italiana e nel tormentato corso storico della sua ricostituzione a livello internazionale (Resoconto sommario della riunione generale tenuta a Genova, il 5 gennaio 2002)

-Argentina, terra di conquista per il capitalismo italiano

-Buenos Aires Horror Tour

-Micro-onda su onda...

-A Marghera, i morti del Petrolchimico continuano a morire. I capitalisti? Assolvetele senza pietà!

-Tolosa: una fabbrica esplose, 30 morte e 2500 feriti. Il capitalismo è il mandate, i padroni della AZF, i sicari

-Moulinex: senza lotta la sconfitta è sicura

- Ricordando Suzanne Voute

- Una nuova pubblicazione del partito: «the proletarian»

## La LCR, laquais de l'impérialisme

Dans son édition du 14 mars (Rouge n°1961), l'hebdomadaire trotskyste de la LCR publie un article de Michel Warschawsky qui est son correspondant à Jérusalem et le porte-parole habituel de la IVe Internationale sur la question israélo-palestinienne. Si l'article dénonce justement «les ratonnades de Sharon» et «la politique coloniale de Sharon et Pérez», il y voit la cause du «cercle vicieux de la violence». Cette dernière expression, qui fleurit bon le pacifisme, est déjà suspecte: quand le «faucou» Sharon affirme que sa politique est de taper suffisamment fort sur les Palestiniens pour qu'ils acceptent les diktats israéliens et que la «colombe» Pérez lui fait écho en disant que parler de paix est de la «poésie», comment ne pas comprendre que la violence des opprimés est la seule solution qui leur reste face à la violence des oppresseurs?

Mais ce n'est pas cette conclusion que tire notre trotskyste. Pour lui et donc pour la LCR qui reproduit cet article sans sourciller, la solution est de faire appel à l'impérialisme européen et français! «Rouge» (de honte?) écrit en effet: «Seule une pression internationale forte et déterminée peut imposer au gouvernement israélien un cessez-le-feu et la mise en oeuvre des conclusions du rapport Mitchell dont le gel de toute la colonisation, l'application des accords déjà signés et la reprise des négociations. Il est plus que temps que l'Union Européenne prenne ses responsabilités et cesse d'attendre que George Bush calme la furie de Sharon. La France a fait des déclarations justes et claires sur la responsabilité de ce dernier dans la détérioration rapide de la situation. Il faut maintenant les traduire en actes».

Ces trois phrases représentent une capitulation complète devant la politique impérialiste, elles constituent un camouflage des buts réels de l'impérialisme qui ne peut avoir d'autre résultat que d'égarer les prolétaires influencés par cette organisation.

Ce rapport Mitchell n'était que la traduction à un moment donné du rapport des forces sur le terrain: il entérinait l'essentiel de la colonisation israélienne et prônait une «négociation» qui ne pourrait aboutir, même au cas où, on ne sait pour quelle raison, l'impérialisme aurait fait pression pour qu'Israël accepte des compromis en faveur des bourgeois palestiniens, qu'à la continuation de l'oppression des prolétaires et des masses

( Suite en page 8 )

# Points caractéristiques du parti de classe et de son action

La réunion de Florence des 8-9 décembre 1951 mit un terme à la scission intervenue cette année là dans l'organisation, scission inévitable pour pouvoir travailler à la restauration du programme communiste, c'est-à-dire pour pouvoir reconstituer les bases théoriques et programmatiques du futur parti de la révolution prolétarienne internationale, et qui donna naissance à notre parti. Un tel travail ne signifiait pas s'isoler dans une quelconque tour de verre en tournant le dos à l'intervention pratique dans les luttes ouvrières comme le prétendait le courant adverse: la coupure entre théorie et pratique, entre programme et activité est un signe sûr de dégénérescence opportuniste. Cela signifiait tourner le dos à «l'activisme qui fait fi de la théorie», aux illusions de succès faciles et immédiats qui conduisent fatalement à sacrifier le programme, les principes, en un mot le but final. La défense obstinée du marxisme orthodoxe et invariant, que nos adversaires dénonçaient comme du «talmudisme» - l'adoration superstitieuse de formules figées, sans rapport avec le monde réel -, est en fait la défense de l'arme suprême du prolétariat, indispensable à sa lutte révolutionnaire: **sans théorie pas de parti révolutionnaire, et sans parti révolutionnaire, pas de révolution victorieuse.**

Le lecteur trouvera ci-dessous le résumé sous forme de points de l'exposé de la réunion de Florence, paru en 1953 dans la brochure «Sul filo del tempo». Le texte complet des «thèses caractéristiques du parti» se trouve dans le recueil «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du P.C. International n° 7.

## 1. THÉORIE.

1. Base théorique: le matérialisme historique marxiste.

## 2. TÂCHE GÉNÉRALE DU PARTI DE CLASSE.

1. Nécessité du parti politique de classe.  
2. L'insurrection, forme suprême de la lutte politique.

3. La dictature de classe est exercée par le parti.

4. Tâches du parti: continuité de théorie, continuité d'organisation - Participation à toutes les luttes économiques prolétariennes.

5. Seule une minorité de la classe est organisée dans le parti - La conscience réside non dans le militant ou dans le chef, mais dans l'ensemble organique du parti.

6. Nécessité pour la lutte révolutionnaire qu'existe entre le parti et la classe une couche intermédiaire d'associations économiques influencées par le parti.

7. Refus de la formation de syndicats scissionnistes liés au parti.

8. Refus des conceptions utopistes, anarchistes, syndicalistes comme des conceptions sectaires selon lesquelles le parti constitue ses organisations syndicales satellites ou refuse le travail syndical.

## 3. TACTIQUE ET ACTION DU PARTI.

1. Conception non abstraite mais historique des questions de l'activité du parti et de ses alliances.

2. Nécessité dialectique de la lutte pour la victoire des révolutions bourgeoises sur le régime féodal, pour favoriser l'avènement de la production capitaliste.

3. Clôture en Occident de la période des alliances révolutionnaires avec la bourgeoisie et des guerres de formation nationale en 1871 avec la Commune de Paris.

4. Refus du «révisionnisme» social-démocrate et légaliste apparu dans la période tranquille du capitalisme (1871-1914) - Refus des blocs électoraux et de la participation aux gouvernements.

5. Refus de la politique d'union nationale lors de la guerre, de l'analyse de la guerre impérialiste de 1914 comme anti-féodale ou défensive (Lénine: L'impérialisme).

Non seulement refus de l'union sacrée, mais défaitisme dans toute guerre nationale pour la transformer en guerre civile (Lénine: Thèses de 1915 sur la guerre).

6. Revendication de la plate-forme constitutive de la IIIe Internationale de 1919. Non seulement aucune alliance parlementaire, mais refus de la voie légale de la conquête du pouvoir; destruction par la force de l'Etat bourgeois; dictature prolétarienne (Lénine: L'Etat et la révolution).

7. Tardive efficacité des justes positions tactiques des marxistes radicaux dans la période 1871-1919 (aucune alliance avec des partis bourgeois pour des formes légales - aucune alliance pour des guerres défensives) dans la réaction aux vagues opportunistes et

à la trahison, comme cause de l'échec de la révolution européenne après la première guerre mondiale.

8. L'exception de la victoire russe, solution positive du problème historique classique de la soudure de deux révolutions (anti-féodale et anti-bourgeoise) - en rapport avec la solidité doctrinale et organisationnelle du petit parti bolchevique - outre du renversement militaire du tsarisme.

9. Lutte pour affaiblir les contre-révolutions et pousser l'économie russe au-delà du féodalisme et du capitalisme conditionnée par la mobilisation de la classe ouvrière mondiale et des peuples coloniaux contre l'impérialisme blanc et les seigneuries asiatiques.

10. Alternative historique inévitable à l'époque de Lénine: ou chute des grands centres capitalistes, ou chute de la révolution russe, sinon dans la lutte armée, par repli des tâches sociales à l'extension du capitalisme vers et au-delà de l'Oural.

11. Problème tactique de la lutte du communisme en Occident après les premières défaites et la consolidation de la bourgeoisie dans le premier après-guerre, et pour arracher les travailleurs à l'influence social-opportuniste persistante: erreur des expédients et des manoeuvres.

12. Erreur du parallèle entre la liquidation par les bolcheviks de tous les partis bourgeois, petits-bourgeois et pseudo-prolétariens en Russie, et la rivalité en Occident entre sociaux-démocrates et communistes révolutionnaires dans une situation de stabilité du capitalisme.

13. Erreur de la tactique d'alliance des communistes avec les socialistes dans les luttes prolétariennes (Front unique) et pire encore pour la conquête légale en commun du pouvoir sur le terrain parlementaire (Gouvernement ouvrier).

14. Bilan négatif de la tactique de la IIIe Internationale dans les années 1921-26: les conditions objectives des luttes et les rapports de forces entre les classes n'ont pas été modifiés par les manoeuvres; mais affaiblissement décisif de l'indispensable continuité de principes et d'organisation du mouvement communiste ainsi que de sa capacité de lutte.

15. Résultat négatif des méthodes organisationnelles de «fusions» en blocs avec des ailes détachées des partis sociaux-démocrates, de la création en leur sein de «fractions» dites sympathisantes avec les communistes, affaiblissant l'organisation internationale et sa vigueur.

16. Rapport erroné entre Etat et parti prolétarien en Russie, fondant la discipline non sur l'organicité de principes et de méthode, mais sur des sanctions répressives contre les militants ou les exclus, encourageant l'adhésion opportuniste au parti au pouvoir. Rapport erroné entre les partis de l'Internationale.

17. Apparition décisive de la troisième vague opportuniste et de la maladie dégénérative du parti prolétarien quand la réponse aux formes répressives et totalitaires de la bourgeoisie (fascisme, nazisme, phalangis-

me, etc.) ne fut pas la contre-attaque prolétarienne, mais la défense des positions bourgeoises libérales; reniement des principes et de la continuité historique, ébranlement de la maturité communiste des partis.

18. Dans la phase moderne du capitalisme «non améliorable», l'alliance dans des formes insurrectionnelles (Espagne, Résistance, luttes de partisans) reste de la collaboration de classes et donc une trahison.

19. Reniement des principes et politique contre-révolutionnaire au cours de la seconde guerre mondiale. Définition de la guerre comme impérialiste et mot d'ordre du défaitisme en Angleterre et en France au moment de l'alliance de la Russie avec l'Allemagne. Définition de la guerre comme une guerre pour la démocratie en Occident au moment de l'alliance avec l'impérialisme anglo-américain. Destruction de toute tradition historique révolutionnaire en Europe et en Russie. Eroulement de toute maturité et capacité révolutionnaire des partis communistes.

20. Synthèse dans la troisième vague opportuniste des caractères destructeurs des vagues précédentes: participation à des gouvernements constitutionnels de Blocs électoraux, en plus de l'orientation de lutte exclusivement légale, niant la nécessité de la voie révolutionnaire pour la prise du pouvoir par les travailleurs - participation à des gouvernements de défense nationale, en plus du refus de causer tout trouble aux gouvernements (hier de l'Axe, aujourd'hui de l'Occident) engagés dans la guerre, jusqu'à la liquidation formelle du Komintern. Facile prévision d'un plus grand dommage causé à la force classiste du prolétariat mondial par cette troisième vague opportuniste, que par les deux vagues précédentes.

21. En conséquence inévitable de l'influence sur les masses, d'un côté des vieux partis socialistes, de l'autre des partis encore appelés communistes mais menant une politique à l'opposé de tout principe et de toute méthode révolutionnaires, impossibilité de toute attaque sérieuse contre les pouvoirs bourgeois après la deuxième guerre, que ce soit chez les pays vainqueurs et alliés de la Russie ou chez les pays vaincus, dirigés avec son appui et sa participation, à des fins contre-révolutionnaires.

22. Fausse théorie de la coexistence entre pays capitalistes et socialistes, masque de la nature capitaliste de la construction sociale du pouvoir russe. Un Etat prolétarien (aujourd'hui inexistant), s'il ne déclare pas une guerre sainte de nations socialistes contre les nations capitalistes, déclare et maintient la guerre de classe à l'intérieur des pays bourgeois, préparant les prolétaires à s'insurger selon le programme des partis communistes.

23. Refus de la méthode pacifiste, avec laquelle on veut cacher le tournant scandaleux de la qualification du capitalisme impérialiste américain, hier salué comme sauveur du prolétariat européen, et aujourd'hui défini par les traits d'exploitation et d'agression présents dès son origine et immensément accrus dans son intervention dans la première guerre mondiale.

24. Refus de la théorie de collaboration de classes ouverte avec les pouvoirs nationaux, à la seule condition qu'ils évitent une guerre avec la Russie, et d'une orientation vaguement démocratique et réformiste dans un cadre constitutionnel, en tant que reddition des forces révolutionnaires encore plus honteuse que celle offerte en 1914 par les sociaux-patriotes et les ministériels à la Millerand, Vandervelde, Macdonald et cie, battus par Lénine et la Troisième Internationale.

## 4. ACTION DU PARTI EN ITALIE ET DANS LES AUTRES PAYS EN 1952

1. L'histoire du mouvement prolétarien révolutionnaire démontre qu'il y a, dans le cours de la période capitaliste, des phases de

haute pression et de marches en avant; des phases de brusque et lent repli; et de longues phases d'attente de la reprise.

2. Selon la conception correcte du déterminisme historique il faut considérer que le développement du type capitaliste de production dans les différents pays et sur toute la terre procède quasiment sans interruption pour ce qui est de l'aspect technique, économique et social, tandis qu'au contraire les rapports des classes antagonistes sont liés aux épisodes de la lutte historique générale, aux victoires et aux défaites dans les combats et aux erreurs de méthode stratégique.

3. Les expériences des luttes victorieuses comme celles des défaites les plus terribles et des vagues de dégénérescence opportuniste qui le soumettent à l'influence de la classe ennemie, constituent un élément positif de la maturation du mouvement dans son long cycle historique. Les reprises sont en général longues et difficiles; si le mouvement ne perd pas son fil, il est moins apparent à la surface des événements politiques. De telles périodes de dépression ont déjà été connues: de 1848 à 1867, de 1872 à 1889, de 1914 à 1918. A partir de 1926 une nouvelle période défavorable s'est ouverte; la situation s'est aggravée dans les années de la deuxième guerre mondiale 1939-1945. Aujourd'hui nous sommes en plein dans la dépression et une reprise révolutionnaire n'est envisageable qu'à l'issue d'une période de nombreuses années. La longueur de la période est déterminée par la gravité de la vague de dégénérescence, sans compter la concentration toujours plus grande des forces capitalistes ennemies.

4. Dans une période comme celle-ci la possibilité d'action du parti se réduit énormément, mais cela ne le conduit pas à rompre la ligne historique de la préparation à la future reprise générale du mouvement, faisant sien toutes les expériences du passé. En principe l'ensemble des activités du parti ne change pas, il ne renonce à aucune d'elle, mais dans les faits la réduction de certains secteurs est très prononcée.

5. La principale tâche sur le plan théorique est le retour aux positions fondamentales du marxisme et de la Troisième Internationale dans sa première période.

Comme Lénine faut restaurer la ligne de principe en démolissant les arguments des deux «révisionnismes», social-démocrate et social-patriote.

La gauche italienne a dénoncé les déviations tactiques comme les premiers symptômes d'une troisième révision, qui est aujourd'hui manifeste et qui réunit en elle les erreurs des deux précédentes.

Par conséquent l'axe de la position doctrinale actuelle du mouvement est celui-ci: «aucune révision des principes originaires de la révolution prolétarienne». Le cours des événements a confirmé en tout point la doctrine marxiste, tant comme dialectique générale de l'histoire que comme description du cours de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, et de la révolution. L'évolution économique, sociale et politique du capitalisme confirme tous les théorèmes de départ du communisme marxiste.

6. Le parti développe l'analyse, l'examen et l'explication des faits récents contemporains afin de confirmer ces thèses; il exclut tout travail doctrinal qui tendrait à formuler de nouvelles théories et poserait en principe que les faits ne peuvent être expliqués par notre théorie fondamentale.

7. Le parti, même peu nombreux et peu lié à la masse du prolétariat, s'il garde toujours jalousement la priorité aux tâches théoriques, refuse absolument d'être considéré comme un regroupement de penseurs ou de simples savants à la recherche de nouvelles vérités, ayant abandonné les vérités d'hier, jugées insuffisantes: il interdit la liberté personnelle d'élaboration ou d'élucubration de

( Suite en page 6 )

## Points caractéristiques du parti de classe et de son action

( Suite de la page 5 )

nouveaux schémas d'explication du monde social contemporain; il interdit la liberté individuelle d'analyse, de critique et de perspective, même aux plus instruits et mieux formés de ses militants, et il défend l'intégrité d'une théorie qui n'est pas le fruit d'une foi aveugle, mais le résultat de la science de classe prolétarienne, élaborée par des siècles, non de pensées individuelles, mais de la force des faits matériels, reflétés dans la conscience historique d'une classe révolutionnaire et cristallisée dans son parti.

8. Bien que peu nombreux, le parti ne cesse pas l'activité de prosélytisme et de propagande de ses principes sous toutes les formes orales et écrites, même si ses réunions sont pauvres en participants et sa presse d'une diffusion limitée, en considérant celle-ci comme son activité principale dans la période actuelle.

9. Par la force des choses et non par la décision des hommes, le travail de pénétration dans les grandes masses est limité à un petit secteur de l'activité générale, même si le parti cherche à pénétrer dans toutes les failles, sachant fort bien que la reprise n'aura lieu que lorsque ce secteur se sera énormément accru au point de devenir dominant.

10. Le parti exclut absolument qu'on puisse chercher une accélération de ce processus qui découle, outre des causes sociales profondes, du travail patient de prosélytisme et de propagande avec les moyens réduits, à l'aide de manoeuvres, d'expédients, d'astuces en direction des groupes, cadres et hiérarchies qui, usurpant les appellations socialistes, communistes, ouvrières, dominent aujourd'hui les masses. Ces méthodes accélèrent la désagrégation de l'Internationale communiste comme théorie, organisation et force historique agissante; c'est à tort qu'elles sont invoquées par le mouvement «trotskyste» de la IVe Internationale. Le parti s'abstient de lancer des invitations; lettres ouvertes et mots d'ordre pour des comités, fronts et alliances avec d'autres mouvements et organisations politiques, quels qu'ils soient.

11. Ferme dans sa conviction que la phase de reprise ne pourra que coïncider avec la réapparition d'un associationnisme économique syndical des masses, le parti, tout en reconnaissant qu'un travail syndical n'est aujourd'hui possible que de manière sporadique, n'y renonce jamais; dès que le rapport numérique concret entre ses membres, ses sympathisants et les adhérents d'une organisation syndicale devient appréciable, et tant que cette organisation n'a pas exclu la dernière possibilité virtuelle et statutaire d'activité autonome classiste, le parti tentera de la pénétrer et d'en conquérir la direction.

12. Jusqu'à de nouvelles situations où il faudra établir avant tout que le type d'Etat capitaliste a pris ouvertement la forme dictatorial que le marxisme lui a découvert dès l'origine, et où les organismes représentatifs parlementaires auront été supprimés, le parti, étant donné les rapports actuels de force, se désintéresse des élections démocratiques de tout type et ne mène pas son activité sur ce terrain.

13. Convaincu que les générations révolutionnaires se succèdent rapidement et que le culte des hommes est l'aspect le plus dangereux de l'opportunisme, étant donné que le passage, par épuisement, de vieux chefs à l'ennemi et aux tendances conformistes est un fait naturel confirmé par de rares exceptions, le parti donne la plus grande attention aux jeunes, et fait les plus grands efforts pour les recruter et les préparer à l'activité politique de demain, éloignée au maximum de tout arrivisme et de tout apologetique des personnes.

## En mémoire de Suzanne Voute

Le 4 décembre dernier s'est éteinte à Marseille Suzanne Voute. Pendant de longues années elle a joué un rôle de premier plan dans l'oeuvre difficile d'implantation et de développement d'un noyau de parti en France dans une situation d'isolement à peu près complet où il était impossible de compter sur l'existence de la moindre tradition véritablement communiste

Très jeune, pendant la guerre impérialiste, Suzanne adhéra à Marseille au petit groupe, composé pour l'essentiel d'ouvriers émigrés italiens, qui défendait les positions de la Gauche communiste (dite «italienne» en raison de son origine géographique), internationalistes et internationales dans leur essence. A la fin de la guerre elle fit partie de ceux qui se rallièrent au Partito Comunista Internazionale fondé en Italie, alors que d'autres, avec le futur fondateur du CCI, s'opposaient à ce parti. Au cours des années qui suivirent Suzanne fut l'âme d'un patient travail de formation théorique et politique dans lequel s'étaient engagés, en liaison étroite avec les camarades d'Italie, les militants existant en France. Le succès de ce travail put se manifester de façon tangible avec la parution en 1957 du n° 1 de «Programme Communiste». Dans l'article (anonyme comme tous les articles et textes du parti, mais qui était de sa main) de présentation de cette nouvelle revue, on pouvait lire cette vigoureuse affirmation anti-révisionniste et anti-opportuniste:

«Si le «communisme» officiel d'aujourd'hui n'est rien d'autre que la misérable ruine laissée derrière elle par la seconde attaque de la maladie opportuniste, qu'un second révisionnisme qui du mouvement originel n'a rien laissé debout: ni principes tactiques, ni buts politiques révolutionnaires, ni - à plus forte raison - science marxiste; si le marxisme lui-même n'est pas une théorie, un programme parmi d'autres, mais la théorie, le programme de classe du prolétariat, la voie de la renaissance d'une pensée et d'une organisation politique révolutionnaires ne peut être autre que celle de la reconstruction de cette théorie et de ce programme.

Ce que nous proposons, c'est donc le retour à des principes vieux de plus cent ans, aux principes du Manifeste Communiste et de l'Internationale de Lénine - bref à ce que les prétentieux inconscients, auxquels l'entreprise de «rénover ou corriger le marxisme» ne fait pas peur, appelleront avec un dédain risible le dogme.

En quoi consiste ce retour au dogme que nous ne craignons pas de revendiquer, on peut le définir en quelques mots: retour à l'internationalisme contre la dégénérescence patriotique; retour à la lutte de classe contre la dégénérescence parlementaire; retour à la dictature du prolétariat contre la dégénérescence démo-populaire; et enfin, contre la dégénérescence «émulative», retour au grand but de la transformation communiste de l'économie et de la société, telle qu'elle a été définie dans ses différentes phases par le socialisme scientifique et qui aboutit finalement à la société sans classe et sans Etat.

En dehors des grandes prisons que sont les partis de masse, sans doute les groupes et groupuscules se réclamant plus ou moins nettement de ces grandes positions ne manquent-ils pas. Ce qui manque, ce sont les garanties de leur capacité à lutter réellement pour les buts qu'ils affirment verbalement (mais qu'ils formulent rarement de façon correcte) et, quand le prolétariat sortira enfin de la prostration dans laquelle trente ans de trahisons l'ont plongé, à organiser ses fractions les plus décidées sur un véritable programme communiste.

Les premières de ces garanties concernent évidemment les positions fondamentales à restaurer elles-mêmes: rejet de toute hésitation sur le postulat-clé du marxisme: la reprise de la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois et, après la prise du pouvoir, pour l'instauration du communisme, sera une lutte de parti, du parti international du prolétariat (...).

Si les «opposants» aux grands partis officiels font la plus grande confusion sur de

classe, de la dictature du prolétariat et de la transformation socialiste (sans parler de l'internationalisme qui, aussi bien chez les anarchistes que chez les trotskystes, est malheureusement sujet à éclipses), ils sont aussi enclins à des méthodes opportunistes en ce qui concerne la sélection des forces du futur parti révolutionnaire. Ici nos garanties résident dans la règle appliquée par Marx, Engels et Lénine dans toute leur action politique: pas de marchandage des principes! L'union de groupes d'inspiration disparate dans la même «organisation» (il vaudrait mieux dire «désorganisation») sous le prétexte d'augmenter les effectifs numériques est un procédé fallacieux qui se paie par l'altération de la doctrine et la confusion, comme d'innombrables expériences, à grande ou petite échelle, l'ont démontré. (...) De même, forts non seulement de l'expérience négative de la IIe Internationale, mais de celle plus récente de l'I.C., rejetons-nous la méthode des accords, des blocs, des fronts et des alliances avec de prétendus partis de gauche, qui, au lieu de porter les prolétaires qui appuient ces derniers sur le terrain révolutionnaire n'ont jamais eu pour résultat que de faire glisser l'organisation prolétarienne sur le terrain ennemi.

Pour la renaissance de l'organisation nationale et internationale de la classe ouvrière, nous ne comptons sur aucune de ces ruses misérables avec l'histoire dont l'opportunisme est coutumier et qui finissent toujours pas se retourner contre le prolétariat et sa préparation révolutionnaire. Nous comptons uniquement sur un la-beur et une lutte acharnée pour la restauration du marxisme originel, sur la propagande des positions de classe parmi les ouvriers avancés et surtout sur la reprise de la lutte révolutionnaire des masses qui ne peut, nous en avons la certitude doctrinale, manquer de se produire - à plus ou moins longue échéance historique - parce que le capitalisme court au seul résultat réel - et révolutionnaire - de son orgie super-productive d'après-guerre: «la catastrophe» (...)

Au milieu des années soixante, Suzanne batailla pour surmonter l'opposition d'un certain nombre de militants à la publication, à côté de la revue théorique, d'un journal de bataille politique («Le Prolétaire»); défendant des positions «académistes» selon lesquelles le parti devait se borner à un travail scientifique d'enregistrement des faits sociaux en attendant l'ouverture de la période révolutionnaire, ces militants dénonçaient ce qu'ils appelaient l'«activisme» de l'orientation du parti. Dans une mémorable réunion générale destinée à résoudre les difficultés politiques spécialement en matière organisationnelle qui, en Italie, se traduisaient par l'apparition d'une déviation véritablement activiste, Amadeo Bordiga, tout en réaffirmant la ligne du parti, s'opposa à leur exclusion demandée par Suzanne:

«Dans notre conception du centralisme organique nous avons toujours affirmé contre les centristes de Moscou que dans la sélection des membres du parti, il n'y a qu'une seule garantie. Le parti continue inlassablement à graver toujours plus nettement les lignes directrices de sa doctrine, de son action et de sa tactique au moyen d'une méthode unique, dans l'espace comme dans le temps. Tous ceux qui se trouvent mal à l'aise devant ces positions ont la ressource évidente de quitter le parti. Même après la conquête du pouvoir on ne peut pas concevoir d'adhésion forcée au parti; c'est pourquoi le terrorisme disciplinaire est étranger à la juste acception du centralisme organique: de telles mesures ne peuvent que copier, jusque dans le vocabulaire, des pratiques constitutionnelles dont la bourgeoisie n'a que trop usé (...). Celui qui, voyant le parti avancer sur cette voie claire et nette

(...), ne se sent pas encore à une telle hauteur historique, sait parfaitement qu'il peut prendre n'importe quel chemin différent du nôtre. Nous n'avons aucune mesure à prendre en la matière» (1).

Constatant que leur désaccord avec la ligne du parti était irrémédiable, les opposants partirent en effet peu après d'eux-mêmes: dans la conception marxiste correcte de la vie du parti, les méthodes administratives (expulsions, mesures disciplinaires, etc.) ne doivent jamais se substituer à la clarification politique des questions, car cela reviendrait détruire l'effort permanent pour atteindre et maintenir l'homogénéité politique qui est le seul fondement du centralisme organique et de la discipline des militants

\* \* \*

Après la grande grève de mai-juin 68 et l'agitation sociale dans divers pays, le parti connut un développement rapide, sans aucun doute très modeste si on le compare à celui des groupes gauchistes qui tenaient alors le haut du pavé, mais cependant bien réel; mais il connut aussi une grave crise (dite «florentine» car les responsables de la section de Florence étaient les promoteurs des positions en cause) sur l'orientation du travail syndical dont la conséquence fut une fonte tout aussi rapide de ses effectifs.

Les Thèses sur la question syndicale, dont la responsable marseillaise fut le rapporteur, donnèrent la réponse correcte aux orientations erronées. Mais en réalité la crise allait au-delà de la simple question syndicale et mettait en question des thèses politiques plus larges; pour y répondre, Suzanne proposait l'arrêt de la publication du «Prolétaire» afin que les militants consacrent l'essentiel de leur énergie à la formation théorique. Cette nouvelle orientation du travail du parti qui, ironiquement, ressemblait beaucoup aux positions académistes combattues 10 ans auparavant, ne fut pas acceptée, et (aussi à cause du départ de militants marseillais) la responsabilité de la publication du journal et de la revue fut transférée à la section de Paris.

Marginalisée dans le parti, Suzanne cessa dès lors sa participation à la presse et aux organes centraux. De plus en plus réticente à l'activité qui était menée, elle bascula dans l'opposition ouverte à la fin des années soixante-dix, quand commencèrent à se manifester les premiers signes d'une nouvelle crise politique, en accusant le parti d'être tombé dans l'activisme et la direction de se faire l'agent d'influences opportunistes. Les divergences étaient telles qu'elles poussèrent Suzanne et les camarades qui la suivaient à constituer une sorte de groupe fractionniste à l'intérieur du parti. L'impossibilité du travail en commun et la volonté de sa part et des militants qui partageaient ses orientations de ne pas quitter l'organisation en dépit de la rupture politique advenue dans les faits, conduisirent à la décision de les exclure en 1981.

Dans les années 90, elle publia 2 numéros d'une nouvelle revue, «Les Cahiers du marxisme vivant». Le deuxième n° de cette revue contenait un bilan, datant de 1983, du Parti Communiste International.

Dans cet article qui prend aujourd'hui l'allure d'un testament politique, il était dit en substance que, dès la fin des années soixante, au moment où la maladie obligea Amadeo Bordiga à se retirer de l'activité politique régulière, le parti succomba à une déviation «marxiste-léniniste» (pour désigner l'idéologie et les orientations de la IIIe Internationale en voie de dégénérescence) et «économiste» («Le P.C.Int. d'après 1966 a scissionné d'avec le P.C.Int. du temps de Bordiga sur une base idéologique trade-unioniste, volontariste et activiste résultant d'un mépris désinvolte de la théorie»).

Mais le texte ne donnait pas les raisons d'une aussi grave déviation, à part des raisons... personnelles: lorsque Bordiga et les militants de sa génération, garants de la stabilité du parti, eurent disparu, ce sont «des éléments d'autres origines politiques et donc porteurs potentiels d'autres influences» qui prirent la relève; et ces «anciens collaborateurs de Bordiga», qui «ne sortaient pas

## Suzanne Voute

tous de la même école politique» que lui, se firent donc les agents d'influences politiques adverses...

En fait de bilan et de leçons - bilan et leçons qui sont indispensables à chaque crise pour que les militants en sortent armés et renforcés, c'est-à-dire préparés à affronter les crises et problèmes futurs que rencontrera inévitablement le parti - ce texte ne dépasse pas le niveau du **subjectivisme**, du banal c'est la faute à Un Tel!

En rappelant l'engagement sans compter, l'énergie, la ténacité, de même que la capacité critique et théorique de la camarade Suzanne dans le travail de restauration théorique et de reconstitution du parti de classe dans la lutte anti-stalinienne à contre-courant dans les dures années d'après-guerre, nous ne pouvons pas passer sous silence que quelques années à peine après la disparition d'Amadeo Bordiga, qui pour elle comme pour beaucoup de vieux camarades représentait tant la continuité physique du marxisme révolutionnaire que la «garantie» de la justesse de l'orientation révolutionnaire et de la solution harmonieuse des problèmes les plus difficiles de l'activité du parti, elle s'orientait toujours plus vers des positions de type attentiste et académiste foncièrement anti-parti.

La lutte politique menée alors contre ses orientations erronées et contre les méthodes de «lutte politique» caractéristiques du fractionnisme, ne pourra cependant jamais effacer la précieuse contribution que cette vieille et valeureuse militante a donné au travail du parti.

(1) cf «Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial» (Naples 1965, in «Défense de la continuité du programme communiste», p. 216)

(2) cf «Les leçons d'un éclatement (Brève histoire du Parti Communiste International, dit "bordighiste"», in «Les Cahiers du marxisme vivant» n° 2 (mars 1994) et «Lettre à un néophyte», mai 1997.

### Nouvelle publication du parti «The Proletarian» Supplément en anglais du «prolétaire» - Nr. 1 / February 2002 - - Summary -

-Attacks against the U.S.A. : Only the revolutionary Class' Struggle will end the bourgeois Terror and Massacres  
-To our readers  
-Capitalism is international and global. The anti-capitalist struggle must be international and global  
-The Struggle of the International Proletariat Against the Imperialist Strongholds, the Only Means to Help the Palestinian Proletarians and Masses  
-Against the Imperialist War in Chechnya. The Russian Workers Must Break with Their Bourgeois Chechnyan War by reviving the Daily Struggle in the Factories, the Cities and the Country  
-No to the imperialist action in Yugoslavia! Down with all nationalisms and all bourgeois oppressions! Leaflet published on March 1999  
-Rover: Need of the Class Struggle  
-At the Editions Programme  
-The International Communist Party's Programme

**Vient de paraître:**  
«Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer?»

(Brochure «le prolétaire», n° 28, 24 pages, 1 Euros)

## Correspondance

# 35H. dans les hôpitaux. La lutte de classe, seule et unique riposte aux attaques bourgeoises

*L'application des 35H. est l'occasion unique pour le capital de procéder à grande échelle à une augmentation de la productivité du travail et à une gestion des horaires de travail non plus hebdomadaire mais annuelle. L'augmentation de la productivité s'effectue à la fois en supprimant quelques avantages acquis (congés, temps de pause, etc...) et en concentrant la même charge de travail dans un temps réduit. L'annualisation de l'horaire permet aussi au capitaliste d'augmenter cette productivité, en diminuant les charges salariales dans les périodes de creux du marché et en faisant travailler les prolétaires, sans leurs payer d'heures supplémentaires, un nombre plus important d'heures - donc en allongeant la durée du travail - dans les périodes de forte activité.*

*Le secteur public est aussi concerné que le privé par cette mesure puisqu'il assure notamment la fonction d'entretien de la force de travail et que les frais de cet entretien intéressent au plus*

Tout comme dans le secteur privé, la mesure gouvernementale consistant à réduire le temps de travail à 35 heures dans les hôpitaux relève de la mystification; il s'agit en réalité d'une nouvelle attaque antiprolétarienne synonyme d'aggravation des conditions de vie et de travail des exploités concernés.

Contrairement à la parure progressiste avec laquelle le pouvoir et ses sbires ont tenté de les décorer, les lois Aubry, Guigou, Kouchner revêtent un seul et unique dessein: servir au mieux les intérêts du capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat.

Bien évidemment le secteur hospitalier ne pouvait et ne devait échapper à ces mesures perfides. Aussi pour arriver à ses fins, la bourgeoisie a fait appel à ses relais traditionnels, les pompiers sociaux que sont les syndicats («lieutenants ouvriers de la bourgeoisie», Lénine), pour administrer plus aisément son poison en évitant toute tentative de réaction de défense.

Cette attaque antiprolétarienne a nécessité deux phases successives et complémentaires:

### 1. NÉGOCIATIONS NATIONALES

Dans un premier temps, les discussions, à l'initiative du gouvernement ont eu lieu au ministère; il s'agissait de déterminer un cadre national fixant les conditions d'application de la RTT (Réduction du Temps de Travail) et le nombre d'emplois à créer. Le but de la bourgeoisie était d'obtenir la signature d'un accord minimal compatible avec les intérêts du capitalisme.

Bien sûr, elle savait à l'avance pouvoir compter sur l'accord de certains syndicats et sur la neutralité complice des autres. Tout s'est passé comme prévu. Les prétendus défenseurs du prolétariat se sont partagés les rôles, rendant ainsi plus difficile la possibilité d'une réaction unifiée des travailleurs concernés.

- CFDT, UNSA, CGC et SNCH (Syndicat national des cadres hospitaliers) ont signé l'accord gouvernemental.

- CGT, FO, SUD et CFTC ont refusé.

Le contenu de cet accord prévoit la création de 45.000 postes d'agents hospitaliers sur 3 ans (pour parvenir à ses fins, le ministère a utilisé le subterfuge suivant: il a d'abord proposé 40.000 postes avant d'en rajouter 5.000 «au prix d'un ultime effort»). Il est évident que ces 45.000 postes sont très largement insuffisants, de même que les 80.000 revendiqués par les syndicats non signataires.

De plus, les signataires ont organisé et fixé les différents droits des travailleurs hospitaliers en matière de conditions de travail; les avantages acquis dans certains établissements ont été supprimés purement et simplement. Pour rendre la pilule moins amère, on l'a enrobée des notions bourgeoises d'égalité et de solidarité (égalité par le bas et charité en guise de solidarité).

Ainsi le droit aux CA (Congés Annuels) a été revu «également et solidairement» à la baisse. Alors que dans certains établissements, les salariés bénéficiaient de 30 CA (ou plus), l'accord fixe 25 CA pour tous.

*haut point les capitalistes. Diminuer les coûts d'entretien de la force de travail, comme diminuer ceux d'une machine, réduit la valeur de la force de travail, donc le montant du capital variable, comme une machine aux coûts réduits d'entretien, réduit la part de capital fixe.*

*Les méthodes employées par les patrons du secteur public ne sont donc pas différentes de celles des capitaines d'entreprises privées. L'exemple décrit par notre correspondant dans un hôpital spécialisé est caractéristique de la politique générale appliquée par l'Etat pour faire des 35H. une occasion supplémentaire d'attaquer le prolétariat sur la question de la productivité et de la flexibilité du travail. Il est caractéristique aussi de l'attitude servile des organisations syndicales souvent promptes à prendre des poses combatives devant les caméras, mais toutes aussi rapides aux arrangements honteux avec les directions des boîtes sur le terrain.*

Sur ce dernier point, dans la région Ouest en particulier, des grèves à l'initiative des syndicats CGT, FO et SUD se sont déclenchées dans plusieurs hôpitaux (Rennes, Nantes, Allonnes...). Mais ces mouvements sont restés isolés, les fédérations syndicales nationales refusant de relayer ces actions. Bien sûr, il ne s'agissait que de revendications partielles mais l'attitude des bonzes syndicaux prouve, si besoin était, leur collusion avec la bourgeoisie. Ainsi, le quotidien Ouest-France a mentionné le désarroi d'un militant CGT de Rennes (membre de LO) qui regrette que son syndicat refuse au niveau fédéral de relayer le mouvement. Mais doit-on être surpris qu'un militant de LO soit encore dupe de l'action collaborationniste de la CGT? Ne faut-il pas plutôt lui demander ce que son organisation fait pour contrer cette action collaborationniste, pour en avertir au préalable les travailleurs et les appeler à s'organiser pour y faire face?

Après la signature de l'accord, et encore actuellement, les syndicats CGT, FO, SUD et CFTC ont organisé des «journées de mobilisation» éparpillées dans le temps et sans aucune efficacité prolétarienne (bien au contraire); le but véritable de ces actions est de briser toute réaction et toute tentative de lutte véritable; il s'agit en fait de **démobiliser** la classe ouvrière.

Le ministère, fort de l'accord obtenu, a délégué aux différentes ARH (Agences Régionales d'Hospitalisation) la réalisation de cet accord. Ces dernières ont reçu des dotations en moyens, différentes suivant les régions. Elles doivent les dispatcher ensuite dans chaque établissement suivant des critères de rentabilité économique bourgeoise.

Pour les Pays de Loire, l'ARH a mis en place un Comité de suivi régional qui comprend des représentants des organisations syndicales. Ce comité a arrêté différentes conditions pour la mise en place de la RTT. Il s'agit d'un chantage. En effet, il ne faut, en aucun cas, dépasser les 18 jours annuels de RTT pour que l'accord local signé permette l'obtention d'une dotation complémentaire de 30%. Par ailleurs, l'ARH a précisé que seuls les moyens spécifiquement alloués pour la RTT ainsi que «les gains en organisation» (sic) doivent être utilisés pour la réduction du temps de travail. Il est donc strictement interdit aux établissements de générer un déficit dans la mise en oeuvre des 35H.

Ainsi, pour la région, le budget «35H.» correspond à 0,76%. Bien entendu, ce chiffre est ridicule sauf pour Péricard, directeur de l'ARH, qui se permet dans Ouest-France du 26/1/2 de donner l'explication suivante: «en passant de 39 à 35H., on réduit le temps de travail de 10%; mais le temps de travail effectif est d'un peu moins de 38H.; on s'éloigne donc des 10% pour se rapprocher de 7 à 8%. En créant 1717 emplois en Pays de Loire, sur 3 ans, nous sommes à 6 % de personnel en plus. Si un secteur d'activité n'est pas capable de se réorganiser en faisant des gains de productivité de 1% c'est inquiétant. Pour être bon socialement, il faut être bon économiquement; ceux qui prétendent le contraire se cachent derrière le paravent de la médiocrité».

D'ailleurs pour Péricard, le niveau d'exi-

gence du patient est devenu faramineux: «s'il a des droits, il oublie ses devoirs; nous sommes devenus trop normatifs en voulant tendre vers le zéro défaut alors que la médecine elle-même n'est pas une science exacte!» Le discours de Péricard est tout aussi sinistre que celui de ses compères du ministère. La classe ouvrière devra lutter et mettre fin aux exactions de tous ces représentants de la bourgeoisie et de ceux qui les soutiennent et les aident (syndicats, partis politiques de droite comme de gauche...)

### 2. ACCORDS LOCAUX

Une fois établi, le cadre national exigeait la signature d'accords locaux pour chaque hôpital sous couvert de l'ARH; et pour que cet accord soit jugé valable, la signature d'un seul syndicat (même minoritaire) était suffisante, permettant ainsi l'obtention de moyens complémentaires.

Tous les syndicats ont participé à la discussion sur ces accords locaux, y compris les non signataires de l'accord national, ce qui prouve que leur opposition initiale ne constituait qu'un écran de fumée pour masquer leur collaboration permanente. Contrairement à ce que l'on tente de faire croire, il n'y a pas de différence majeure entre les différents syndicats: ils sont tous au service de la conservation de l'ordre capitaliste.

Pour prendre l'exemple d'un hôpital de Mayenne, où l'on dénombre 140 contractuels, l'ARH a attribué 27,5 postes pour la RTT. Si un accord local était signé et convenait à l'ARH, cet établissement pourrait se voir allouer 8 postes supplémentaires (30% des 27,5).

Les syndicats CFDT, CGT et UNSA ont donc participé à de longues et interminables négociations (donc à des cadeaux faits à la bourgeoisie sous forme de reculades successives). Les discussions portaient sur des points de détail le plus souvent, ce qui permettait de masquer les différentes trahisons concernant l'essentiel.

Dans les discours et les tracts, il y avait désaccord sur le nombre de jours de RTT à revendiquer. Mais dans les actes, il en était tout autrement.

Ainsi, pour faire démocratique et réaliser l'unité d'action intersyndicale (antiprolétarienne), différentes assemblées générales du personnel ont été organisées. Mais elles étaient si peu mobilisatrices que le nombre de participants diminuait à chaque fois.

La direction proposait un tableau avec 15 jours de RTT en 2002 et 18 jours à partir de 2003. Les syndicats finirent par accepter et proposer une reculade à 20 jours à partir de 2004, alors que 3 jours plutôt ils revendiquaient 24 jours à la direction (en réalité, le passage aux 35H. correspond mathématiquement à plus de 31 jours). Au cours d'une assemblée générale, ils proposèrent différents scénarios à l'aide de tableaux complexes et peu compréhensibles pour les non initiés et demandèrent un vote sur celui censé représenter la solution des 20 jours en 2004. La manipulation fonctionna et la ma-

( Suite en page 8 )

# Il y a 40 ans l'indépendance algérienne

En 1962, il y a près de quatre décennies, l'Algérie devenait indépendante, à l'issue d'une lutte violente de sept années contre le vieil impérialisme colonial français, particulièrement tenace et brutal: la **révolution algérienne** fut acquise au prix de centaines de milliers de victimes parmi les masses colonisées.

La victoire de la contre-révolution internationale qui, sous le nom de stalinisme, avait dénaturé les organisations classistes du prolétariat, perverti son programme et ses moyens d'action et finalement assujéti dans tous les pays la classe ouvrière à des objectifs purement bourgeois, empêcha alors toute possibilité pour le jeune prolétariat algérien de constituer son parti de classe et de lutter, en union avec le prolétariat de la métropole, dans la voie suivie victorieusement en Russie par les bolcheviks: se mettre à la tête de la révolution bourgeoise en s'appuyant sur les potentialités de lutte des couches les plus exploitées, pousser celle-ci jusqu'au bout et utiliser les positions acquises par la victoire, non seulement pour étendre l'incendie révolutionnaire aux autres pays colonisés, mais aussi pour stimuler la reprise de la lutte révolutionnaire prolétarienne dans les pays capitalistes développés. Seule la victoire de la révolution communiste et l'établissement du socialisme dans ces pays pouvait réellement poser la question de la transition au socialisme des pays ex-colonisés, au développement capitaliste limité.

C'était la perspective de l'Internationale Communiste avant sa dégénérescence et son passage à la contre-révolution. «*Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus engagée seulement sous le seul étendard de l'affranchissement national, elle prend tout de suite un caractère social plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elle les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste, à son tour, viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie régulièrement organisée par le socialisme. Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie: l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance*» proclamait ainsi en 1919 le Manifeste du Premier Congrès de l'Internationale Communiste.

La défaite de la vague révolutionnaire prolétarienne du premier après-guerre en Europe fut aussi par conséquent la défaite des populations colonisées, condamnées à souffrir encore pour des décennies sous le joug colonial. Mais l'histoire ne s'arrête pas; si le prolétariat occidental échoua à renverser ses maîtres capitalistes, les masses colo-

nisées réussirent, au cours du second après-guerre, à s'émanciper de la domination coloniale à travers une lutte acharnée contre l'impérialisme et sans pouvoir bénéficier du moindre soutien de la classe ouvrière des métropoles. Ce fut tout particulièrement le cas en France où le stalinisme fit tout son possible pour **soutenir** en fait la domination coloniale sur l'Algérie - y compris en participant aux fusillades des insurgés, ignoblement dénoncés comme «provocateurs fascistes» en 45, ou en votant les pleins pouvoirs au socialiste Guy Mollet en 1956 pour «rétablir l'ordre» en Algérie, et de manière générale en isolant les travailleurs immigrés algériens de leurs frères de classe français, en les laissant seuls face aux exactions de la police et des harkis - et pour fortifier dans la classe ouvrière française le chauvinisme et l'esprit de supériorité nationale.

La conséquence de cette orientation criminellement antiprolétarienne a été bien évidemment de rejeter les travailleurs algériens dans les bras des dirigeants nationalistes bourgeois et petits-bourgeois, c'est-à-dire d'empêcher toute possibilité d'organisation autonome, de classe, des prolétaires algériens et donc toute possibilité que la révolution puisse, sous l'impulsion de la lutte prolétarienne indépendante, dépasser le cadre d'une révolution populaire et nationale, c'est-à-dire multiclassiste ou, dans le langage marxiste, **bourgeoise**.

Politiquement bourgeoise, la révolution algérienne a liquidé le colonialisme et jeté les bases d'un développement du capitalisme autochtone - inévitablement chétif et déformé par le poids démesuré du secteur pétrolier en raison des rapports de force économique sur le marché mondial. Contrairement à leurs prétentions démagogiques, les chefs nationalistes ne pouvaient ni ne voulaient supprimer l'exploitation sociale, puisque cette exploitation était indispensable au développement du capitalisme national. Il serait absurde d'accuser les dirigeants algériens d'avoir «trahi les idéaux de la révolution» et faux de prétendre qu'il s'agit aujourd'hui simplement de reprendre la lutte d'hier là où elle s'est arrêtée, avec le même programme, les mêmes objectifs et les mêmes alliances de classes.

40 ans après l'indépendance, la page de la lutte nationale et populaire est définitivement tournée. Le jeune capitalisme algérien a achevé la ruine de l'agriculture traditionnelle et constitué, autour de la classe ouvrière proprement dite, des masses énormes de déshérités, de sans-réserve, de sans espoir, qui n'ont rien à perdre que leur misère. La lutte d'émancipation se livre maintenant entre les classes qui composent la nation. Son objectif n'est plus celui de la constitution d'un Etat bourgeois ou de la réforme démo-

cratique et sociale de celui-ci, mais la **destruction de l'Etat bourgeois** et l'instauration de la **dictature du prolétariat** pour extirper les racines de l'exploitation et de l'oppression, sa méthode doit être celle de la **lutte de classe** en alliance étroite avec le prolétariat de tous les pays pour regrouper dans la lutte anticapitaliste tous les opprimés, ses moyens l'**organisation classiste**, politique et syndicale, son programme, celui invariable et intransigeant du **communisme**. La voie n'est pas facile ni rapide, mais il n'y en n'a pas d'autre.

C'est ce que la sélection d'articles regroupés dans cette brochure entend illustrer.

(Introduction de la brochure «**Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois**», parue en octobre 2001)

**VIENT DE PARAITRE :**  
**«Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!»**

Cette publication rassemble une sélection de dix articles parus dans «le prolétaire» sur l'Algérie depuis le numéro 390, 1987, au numéro 458, 2001.

(64 pages, 1,5 Euros/5CHF)

**le prolétaire**

parti communiste international (programme communiste)

**Algérie:**

**Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!**

**27**

## La LCR, laquais de l'impérialisme

(Suite de la page 4)

palestiniennes (1). Les déclarations soit-disant «justes et claires» de l'**impérialisme** français évitent bien entendu de dire que le responsable de cette terrible situation faite aux masses est l'**oppression** exercée par l'Etat israélien, quels que soient ses dirigeants du moment. Il n'y a aucune solution dans les négociations diplomatiques entre bourgeois, dans la perspective d'un Etat palestinien croupion, qui serait un véritable **bantoustan** servant à parquer la main d'oeuvre palestinienne. Seule la révolution prolétarienne contre tous les Etats bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat pourra liquider les racines de l'oppression et de l'exploitation, assurer l'égalité entre tous; seule la **guerre de classe** généralisée pourra

déboucher enfin sur une paix véritable. En attendant, toutes les paix impérialistes ne peuvent être autre chose que des courtes trêves entre des guerres, comme on peut le constater depuis 50 ans au Moyen-Orient.

On imagine comment le chef de l'Armée Rouge aurait stigmatisé de tels «trotskystes» qui **cachent** cette vérité: **laquais de l'impérialisme!**

(1) Parmi les «conclusions» de ce fameux rapport dont la LCR appelle à la mise en oeuvre, on peut lire: «*Le Gouvernement israélien et l'Autorité Palestinienne doivent immédiatement reprendre la coopération de sécurité (= reprise de la coopération entre les services secrets des deux parties). (...) L'Autorité Palestinienne fera un effort de 100% pour empêcher les opérations terroristes et punir les criminels. Cet effort doit inclure des mesures immédiates pour appréhender et incarcérer les terroristes fonctionnant dans la juridiction de l'Autorité Palestinienne. (...) L'Autorité Palestinienne doit reprendre la coopération avec les agences de*

*sécurité israéliennes pour assurer, dans la mesure maximale du possible, que les ouvriers palestiniens employés en Israël seront entièrement examinés de près et sont sans liens avec des organisations et des individus engagés dans le terrorisme (etc.)*».

En un mot, que les responsables palestiniens bourgeois remplissent leur rôle de garde-chiourme, fliquent les prolétaires, répriment ceux que les oppresseurs israéliens qualifient de terroristes, et on pourra s'entendre: voilà quelle est la nature fondamentalement anti-prolétarienne de ce «rapport» concocté par les représentants impérialistes. Voilà pourquoi il avait été jugé «*équitable et équilibré*» par Shimon Pérez, qui avait souligné que «*pour la première fois il est précisé dans un document international que les émeutes n'ont pas éclaté en conséquence de la visite de Sharon au Mont du Temple*» (Esplanade des Mosquées) et que les Palestiniens doivent d'abord «*faire cesser les tirs d'armes à feu et la violence*» avant que reprennent les négociations, faisant implicitement des Israéliens les victimes et des Palestiniens les agresseurs...

**Correspondance**  
**35H. dans les hôpitaux. La lutte de classe, seule et unique riposte aux attaques bourgeoises**

(Suite de la page 7)

Le jorité du personnel présent vota en faveur de la proposition des bonzes.

Il devenait évident que cette proposition des 20 jours était le présage de l'acceptation de la solution préconisée par la direction. Cela était surtout vrai pour la CFDT et l'UNSA. Comment aller dans le sens de la direction sans se déjuger et en gardant un semblant de désaccord indispensable pour continuer de leurrer les travailleurs? Comment résoudre ce dilemme? Une solution maintes fois mise en pratique par les forces antiprolétarienne mais toujours aussi efficace: la démocratie et son appendice, le vote. Un référendum a donc été organisé où il était demandé au personnel de se prononcer pour ou contre le projet de la direction. La CGT a refusé d'y participer. Il était devenu évident que la CFDT et l'UNSA souhaitaient secrètement l'approbation du projet patronal. Cela leur aurait permis de signer l'accord, en rejetant la responsabilité sur le personnel, et en gardant ainsi un semblant de virginité. Mais contrairement à toutes les prévisions, le refus de l'accord l'a emporté. La CFDT et l'UNSA étaient victimes de leurs manigances. Qu'à cela ne tienne! L'UNSA a quand même signé, dévoilant ainsi ouvertement sa véritable nature. La CFDT cria, bien entendu la trahison. Son hypocrisie n'a d'égalé que sa soumission à l'ordre bourgeois. Quant à la CGT qui avait fait savoir avant le vote son opposition au profit de la direction, nous avons vu que sur le fond, elle n'était pas différente de ses comparses (1).

Cette regrettable réalité vécue dans les hôpitaux doit servir de leçon au prolétariat. Face aux attaques de la bourgeoisie, il est de son devoir de refuser catégoriquement toute collaboration avec la classe ennemie. Pour cela, les bonzes syndicaux doivent être résolument dénoncés et combattus en tant que traîtres de la classe ouvrière. Tout cela est nécessaire au retour à l'indispensable **lutte de classe** sinon:

- toute victoire prolétarienne significative sera impossible
- le capitalisme ne pourra jamais être détruit.

(1) Au CHU de Nantes, le processus a été semblable. L'accord local sur le projet de la direction a été signé par la CFDT, la CFTC et le SNCH après consultation du personnel par référendum (71,8% d'avis favorables).

**CORRESPONDANCE :**

**Pour la France :**

Editions Programme, 3 rue

Basse Combalot, 69007 Lyon

**Pour la Suisse :**

Editions Programme, Ch. de la

Roche 3, 1020 Renens

**Pour l'Italie :**

Il Comunista, C. P. 10835,

20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'**ordre de:** Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien:** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**